

SOCIÉTAL

4^{ème} TRIMESTRE 2019

Les inégalités

Un nouveau regard sur les inégalités

Pierre-André Chiappori,
professeur à l'université de
Columbia et membre de
l'Académie des sciences morales
et politiques

***"Il faut réfléchir à une
redéfinition du système de
protection sociale"***

François Dubet,
professeur émérite
à l'université de Bordeaux

**Pourquoi les Français ont un
sentiment d'injustice**

Bernard Sananes,
président du cabinet d'études et
de conseil Elabe

**Mesures et ressentis du
pouvoir d'achat**

Didier Blanchet,
directeur des études et synthèses
économiques de l'Insee



À propos de Sociétal

Sociétal, média de l'Institut de l'Entreprise, a pour vocation d'analyser les grands enjeux de notre société en rassemblant des réflexions d'universitaires, de praticiens de l'entreprise et de dirigeants politiques.

Son objectif est triple :

- faire connaître aux décideurs économiques, politiques et aux « influenceurs » de notre pays les meilleurs décryptages des enjeux présents et à venir de l'économie et de la société ;
- permettre les échanges entre les mondes académiques et de l'entreprise ;
- faire progresser dans le débat public la compréhension d'une économie de marché équilibrée et pragmatique.

Sociétal se décline sous différents formats :

- des conférences de haut niveau ;
- une plateforme de débats ;
- des dossiers thématiques proposant différentes contributions, émanant d'experts et de représentants des entreprises.

Sociétal est présidé par Jean-Marc Daniel et dirigé par Aude de Castet. Il est gouverné par un comité éditorial composé de personnalités issues des entreprises, d'experts académiques et de représentants des médias.

Sociétal diversifie ses formats et s'ouvre à de nouveaux partenariats prestigieux comme celui qui le lie à l'Académie des Sciences Morales et Politiques (l'ASMP) en offrant la possibilité d'augmenter son audience grâce à l'Association des Journalistes Économiques et Financiers (AJEF) et à Newpolis, association créée par des étudiants de Sciences Po/HEC en lien avec d'autres universités en France et à l'international.

Comité éditorial

Paul Allibert,

directeur général de l'Institut de l'Entreprise

Gilles Bahda,

directeur du pôle MBA à l'EFAP

Aude de Castet,

directrice de Sociétal

Emmanuel Cugny,

président de l'AJEF, éditorialiste à Franceinfo

Jean-Marc Daniel,

président de Sociétal

Fanny Guinochet,

AJEF, journaliste à l'Opinion et Franceinfo

Sylvain Henry,

rédacteur en chef d'Acteurs Publics

Louis Lalanne,

président de Newpolis

Emmanuel Lechypre,

éditorialiste à BFM TV / BFM Business, directeur de l'Observatoire BFM

Yann Le Galès,

rédacteur en chef de Sociétal

Michel Pébereau,

président d'honneur de l'Institut de l'Entreprise et membre de l'Académie des sciences morales et politiques

Jean-Robert Pitte,

secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques

Jean-Luc Placet,

directeur associé chez PWC

Philippe Plassart,

rédacteur en chef pour Le Nouvel économiste

Jacques Richier,

président d'Allianz France

Bernard Sananès,

président du cabinet d'études et de conseil Elabe

Blanche Segrestin,

professeure en sciences du Management à Mines parisTech, PSL Research University

Rémy Simon,

directeur de l'information économique chez L'Oréal

Richard Thiriet,

PDG du Groupe CNI, ancien président du Centre des Jeunes Dirigeants (CJD)

Jean-Marc Vittori,

éditorialiste pour Les Echos

Maquettiste : Sister / Anne Carbonnier

Imprimeur : Publishroom - N°ISBN : 979-10-236-1413-8

www.societal.fr

29 rue de Lisbonne – 75008 Paris

Tel : 01 53 23 05 40

Contact : societal@idep.net



L'édito d'Antoine Frérot

président de l'Institut de l'Entreprise
et PDG de Veolia



*Ainsi, toujours poussés
vers de nouveaux
regards ...*





Le fossé qui existe entre les deux France - celle des plus favorisés, qui a une image plutôt positive de l'entreprise, et celle des couches populaires, qui en a une perception négative, teintée de méfiance voire de colère -, doit nous alerter. Nous observons, jour après jour, les inégalités se creuser inexorablement mettant à mal la cohésion de notre société comme en témoignent les différents mouvements sociaux - dont les gilets jaunes - qui pèsent négativement et lourdement sur l'économie de notre pays. Le degré d'urgence est palpable : nous devons mieux comprendre d'où viennent ces inégalités, ce qu'elles impliquent et aller chercher des solutions pour les réduire, en nous élevant avec force, comme Alphonse de Lamartine en 1838, alors député de Mâcon, contre « *une société qui ne saurait que faire de l'homme, qui ne regarderait pas l'homme comme le plus précieux de ses capitaux* ».

Dans ce premier numéro de la nouvelle formule de Sociétal, nous donnons la parole aux experts académiques, sondeurs, praticiens de l'entreprise et aux faits, pour apporter un éclairage constructif au débat démocratique. La parole aux faits, avec l'analyse des dernières études de l'Insee sur le pouvoir d'achat et les revenus, et une comparaison internationale utile pour la nécessaire prise de recul avec les chiffres de l'OCDE. Si ces données nous indiquent que nous sommes loin d'une explosion des inégalités en France, ils nous mettent sur le chemin de l'analyse de l'opinion dressée par Bernard Sananes, président d'Elabe : des inégalités faibles n'empêchent pas un fort sentiment subjectif d'injustice et de déclassement individuel.

À cette question, toujours prégnante : comment répondre à une demande accrue de justice sociale et continuer à faire reculer les inégalités ? François Dubet, sociologue, et Pierre-André Chiappori, professeur à l'université de Columbia, nous apportent leurs clés de compréhension : l'éducation et la formation jouent et doivent jouer un rôle essentiel. Mais, s'il existe une primauté du politique sur l'économie, les

solutions ne sauraient venir de l'État seul, qu'il s'agisse de l'engagement de citoyens pour lutter contre la pauvreté ou de celui des entreprises pour ouvrir le champ des possibles à des jeunes. C'est donc bien un nouveau regard sur la société que nous donne à voir la revue Sociétal...

Le degré d'urgence est palpable : nous devons comprendre d'où viennent ces inégalités, ce qu'elles impliquent et aller chercher des solutions pour les réduire, en nous élevant avec force...

¹Voir l'enquête d'Elabe pour l'Institut de l'Entreprise, "À quoi servent les entreprises ?", 2018

4



P.4

L'éditorial d'Antoine Frérot,
président de l'Institut de l'Entreprise
et PDG de Véolia.

Sommaire

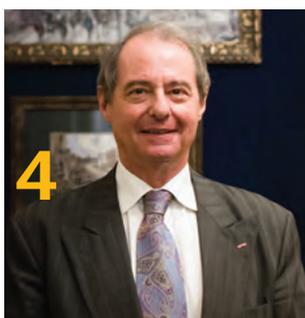
10



P.10

Le regard de Jean-Marc Daniel,
président de Sociétal.

14



P.14

Le grand témoin

Pierre-André Chiappori, professeur à
l'université de Columbia et membre
de l'Académie des sciences morales et
politiques: *«On observe une augmentation
des inégalités de destins et d'opportunités ».*

24



P.24

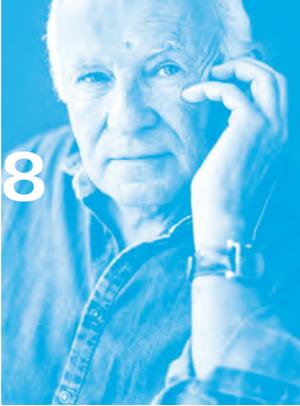
Analyses

Bernard Sananes, président du cabinet
d'études et de conseil Elabe : Le ressenti est
loin de la vision d'un tableau Excel.

Didier Blanchet, directeur des études et
synthèses économiques de l'Insee : Mesures
et ressentis du pouvoir d'achat et des
inégalités : les divergences sont-elles aussi
fortes qu'on le dit ?

Laurence Boone, cheffe économiste de
l'OCDE et Antoine Goujard, bureau France,
département économique de l'OCDE,
analysent pourquoi le système éducatif
français renforce les inégalités de chances.

48



P.48
Débats

François Dubet, professeur émérite à l'université de Bordeaux, auteur du livre *Les passions tristes* : « *Les inégalités sont souvent vécues comme une forme de mépris* ».

P.60
Entreprises

Les entreprises s'engagent contre la pauvreté avec la fondation Break Poverty.

60



Thibaud Simphal, directeur général d'Uber pour l'Europe de l'Ouest et du Sud : « *Les entreprises ont intérêt à faire évoluer leurs pratiques* ».

P.78
Notes de lecture

Angus Deaton, prix Nobel d'économie en 2015, *La grande évasion - santé, richesse et origine des inégalités*.

78



Erkki Maillard et Salomé Berlioux, *Les invisibles de la République. Comment on sacrifie la jeunesse de la France périphérique*.

Le regard de Jean-Marc Daniel

président de Sociétal

Le regard de Jean-Marc Daniel



Sociétal continue son aventure intellectuelle au sein de l'Institut de l'Entreprise, commencée il y a plus de 20 ans. La forme change et, à l'ère du numérique, il ne s'agit plus seulement d'éditer une revue-papier comme cela était le cas dans les années 1990. Mais le fond demeure. C'est-à-dire que la volonté de participer au débat intellectuel du pays et d'y faire valoir le point de vue du monde de l'entreprise reste plus que jamais pertinente. L'entreprise, qui est au centre des préoccupations de la démarche qui inspire Sociétal, affronte de nouveaux défis. Ses enjeux ont évolué.

Aux préoccupations sociales plus ou moins instrumentalisées par des mouvements politiques fascinés par le communisme sont venues se joindre les interrogations sur l'avenir de notre planète. Or elles sont elles-mêmes utilisées à des fins partisans par des organisations se réclamant de l'écologie dont le but idéologique ultime est la disparition de l'économie de marché.

Respecter l'esprit qui a toujours animé les équipes qui ont fait vivre Sociétal signifie

continuer à fournir des textes de qualité, des références solides, et ne jamais céder sur la défense de l'entreprise libre, seule porteuse de la capacité à améliorer le bien-être global.

Organisé autour de la conférence de Pierre-André Chiapponi le dossier joint porte sur

Respecter l'esprit qui a toujours animé les équipes qui ont fait vivre Sociétal

les inégalités. Ce sujet très à la mode suscite et suscitera certainement longtemps encore de multiples controverses. Il suscite surtout des prises de position radicales qui, malgré des arguments souvent solidement étayés sur le plan statistique et sur celui des références philosophiques, sombrent dans la caricature.

Suivre les travaux de Sociétal, en conférence à l'Institut de France, sur son site web ou encore au travers de sa revue est donc un moyen de se faire une opinion équilibrée, avec comme ligne directrice qu'il serait dangereux de porter atteinte à la liberté au nom d'une promotion irréfléchie de l'égalité.

Prochaine conférence de Sociétal à l'Institut de France



Credits : Benh LIEU SONG



Sociétal et l'Académie des sciences morales et politiques, en partenariat avec l'Association des Journalistes Économiques et Financiers et Newpolis vous convie à une

conférence exceptionnelle de **Christian Gollier,**

directeur général de la Toulouse School of Economics.



Jeudi 27 février 2020

à l'Institut de France - 23 quai de Conti, 75006 Paris
dans la grande salle des Séances

Le grand témoin

**Pierre-André
Chiappori,**

professeur à l'université de Columbia, membre de l'Académie
des sciences morales et politiques



Retrouvez le podcast
de la conférence



Retrouvez la vidéo de
la conférence



Auteur de huit ouvrages et de plusieurs centaines d'articles, Pierre-André Chiappori participe au conseil de rédaction de plusieurs revues internationales. Il est aussi membre du conseil scientifique d'institutions et de grandes entreprises dont le groupe Scor.

Professeur à l'université Columbia de New York, Pierre-André Chiappori met en évidence le rôle décisif du capital humain, dès la naissance, pour expliquer les différences de situation entre les individus aussi bien en termes de revenu que d'emploi.

Fanny Guinochet, journaliste à *L'Opinion* et membre du comité éditorial de Sociétal, a réalisé cet entretien.



Retrouvez l'article dans *L'Opinion*





On observe une augmentation des inégalités de destin et d'opportunités



Pierre-André Chiappori, professeur à l'université de Columbia et membre de l'Académie des sciences morales et politiques, est le premier grand témoin du cycle de conférences lancé le 17 juin à l'Institut de France par Sociétal et l'Académie des sciences morales et politiques.

Fanny Guinochet - Pourquoi s'intéresser aux inégalités de destin ?

Pierre-André Chiappori. - Les inégalités de revenus se sont accrues ces dernières années dans quasiment tous les pays, avec des modalités différentes. En Chine, par exemple, les revenus ont augmenté à peu près partout, même si les plus hauts revenus ont progressé plus vite que les autres. Aux États-Unis, au contraire, le haut de la distribution a aussi connu une progression spectaculaire, mais pour ceux qui sont en bas de la distribution, il y a eu une stagnation, voire un déclin.

Par ailleurs, on a souvent tendance à négliger le capital humain qui joue pourtant un rôle primordial. On appelle capital humain l'ensemble des aptitudes et connaissances qui dé-

terminent la capacité productrice des individus ; c'est une combinaison d'éducation, d'expériences et de talents naturels.

On appelle capital humain l'ensemble des aptitudes et connaissances qui déterminent la capacité productrice des individus ; c'est une combinaison d'éducation, d'expérience et de talents naturels

L'important, c'est que ce capital humain soit pour une large part le produit d'un investissement. Par exemple, en suivant des études supérieures, on renonce à un revenu immédiat pour accroître son revenu futur.

Est-ce que ce capital humain a progressé ces dernières années ?

En fait, le phénomène le plus marquant des dernières décennies, c'est une augmentation spectaculaire de la rémunération du capital humain. A cause du progrès technique, et dans une moindre mesure de la globalisation, la demande de travail hautement qualifié par le secteur productif a considérablement augmenté, et l'offre n'a pas totalement suivi ; du coup, le prix a augmenté, ce qui a creusé les inégalités. Les résultats sont inquiétants.

Les parents les plus éduqués, chez qui on a observé une tendance croissante à l'endogamie, investissent de plus en plus (en argent et surtout en temps) sur leurs enfants.

Aux USA, d'après une étude récente, pour les trois quarts de la population la génération née au milieu des années 60 aura eu un revenu total (sur la vie active) inférieur à celui de la génération précédente (née juste après la guerre). Ce n'est que pour le quart supérieur de la distribution que l'on constate une progression...

Par ailleurs, et ce n'est pas assez dit, dans la plupart des pays occidentaux, les femmes sont aujourd'hui plus éduquées que les hommes. C'est un phénomène majeur, qui va avoir un impact – que l'on ne sait pas encore toujours très bien mesurer – sur les entreprises, les comportements des ménages...

Du coup, justement, les inégalités devraient se réduire...

Le rêve américain est celui d'une mobilité sociale forte, d'un contexte où les enfants des milieux les moins favorisés peuvent espérer profiter de l'ascenseur social. En réalité, les États-Unis sont l'un des pays développés où non seulement l'inégalité est la plus forte, mais aussi la mobilité intergénérationnelle est la plus faible – très loin des « lands of opportunity » que sont le Canada, l'Australie ou les pays d'Europe du Nord, beaucoup moins rigides (la France étant dans une situation intermédiaire). Et des études récentes mettent en avant un fait important : si l'on omet la petite frange située au sommet de la distribution des revenus, le mode le plus important de transmission intergénérationnelle est le capital humain.



Louis Lalanne, président de Newpolis et Paul Allibert, directeur de l'Institut de l'Entreprise aux côtés de Pierre-André Chiappori.

En moyenne, les pays où l'éducation a le plus d'impact sur les revenus sont aussi ceux où la mobilité intergénérationnelle est la plus faible. Par ailleurs, les travaux de James Heckman et ses coauteurs suggèrent que si tous les enfants tirent le bénéfice d'une meilleure éducation, le gain est encore plus fort chez les enfants issus de milieux favorisés, au moins à partir d'un certain âge.

Au pire, on pourrait avoir une véritable « spirale de l'inégalité » : les parents les plus éduqués, chez qui on a observé une tendance croissante à l'endogamie, investissent de plus en plus (en argent et surtout en

temps) sur leurs enfants ; d'où un accroissement de l'inégalité pour la génération suivante, et de moins en moins de mobilité intergénérationnelle.

Est-ce que ces inégalités sont mauvaises d'un point de vue économique ?

Les inégalités de revenu ne sont pas nécessairement mauvaises en elles-mêmes ; après tout, une rémunération élevée fournit précisément une incitation à investir en capital humain, et cet investissement est crucial pour la croissance économique. Mais le problème, c'est qu'il s'agit d'inégalités d'opportunités, de destins.

Une spirale de l'inégalité ?

L'accumulation de capital humain est cruciale, plus encore aujourd'hui qu'hier.

En conséquence, la structure de la « production domestique » a changé, d'où un accroissement de l'homogamie, laquelle accroît, à son tour, les incitations à investir.

Les individus à capital humain élevé

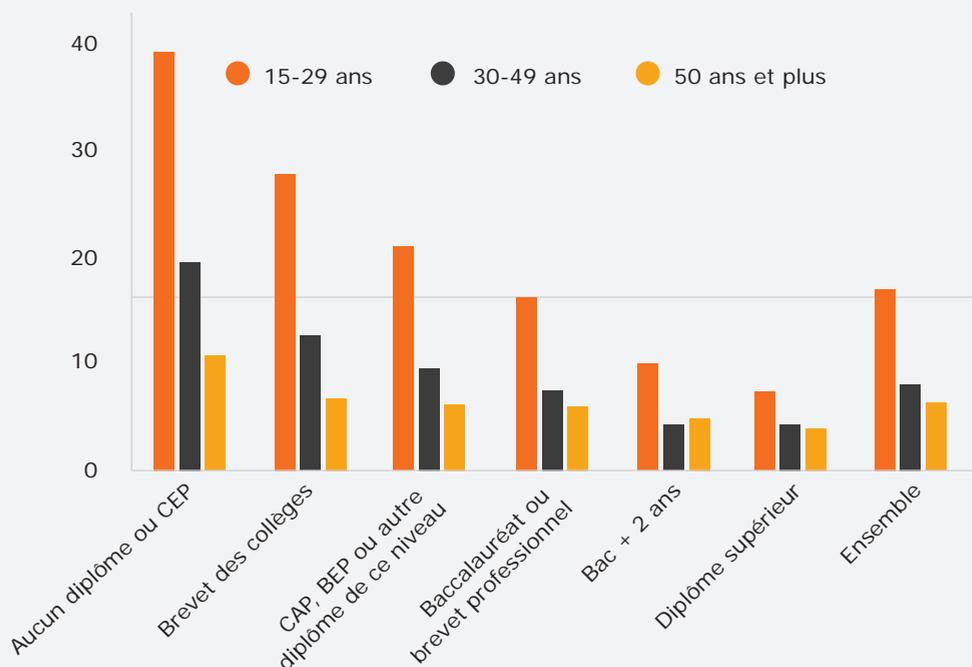
- ont plus tendance à se marier entre eux
- investissent davantage dans le capital humain de leurs enfants

Conséquences :

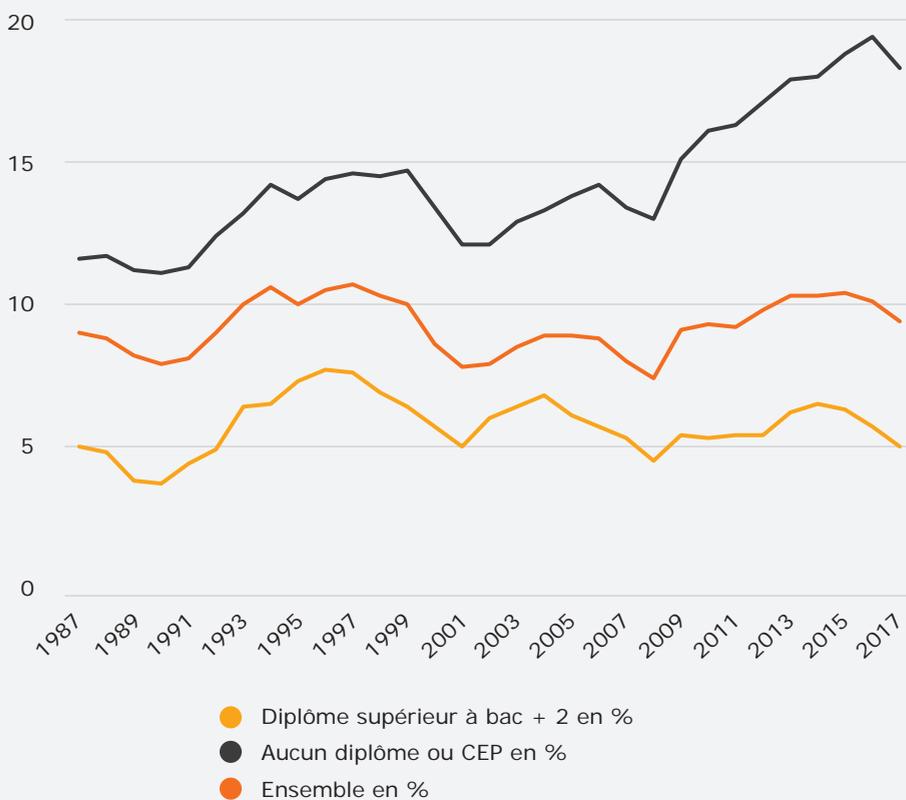
- plus d'inégalité en capital humain pour la génération suivante
- moins de mobilité intergénérationnelle

Soulignons qu'il s'agit d'inégalités d'opportunités... et qu'elles vont dans le sens de l'efficacité économique !

Taux de chômage selon le diplôme et l'âge



Évolution du taux de chômage selon le niveau de diplôme



Chômage au sens du Bureau International du Travail (BIT), Diplôme le plus élevé obtenu.
Données de 1987 à 2017, corrigées pour les ruptures de série.
Source : Insee - © Observatoire des inégalités

Le grand témoin

Les enfants qui ont la malchance de naître et de grandir dans les familles les plus défavorisées auront plus de mal à progresser. Économiquement, la logique est implacable : il est plus efficace d'investir sur les enfants qui ont le plus de chances de fournir une élite qui créera le progrès technique et scientifique de demain. Mais cette montée des inégalités d'opportunités est moralement

choquante, et de plus socialement dangereuse.

On dit souvent que la France est le pays le moins inégalitaire. Est-ce vrai ?

Le système de protection sociale français est plus important qu'ailleurs ; du coup, les inégalités y ont moins progressé. Mais certains aspects (salaire minimum, dualité des contrats de travail, rigidités diverses) se traduisent par un impact très négatif sur l'emploi, particulièrement pour les individus ayant le moins de capital humain. Aux USA, le taux de chômage des jeunes sortis sans diplôme de l'enseignement secondaire est certes assez élevé (entre 15 et 20%) ; mais en France, il approche les 40% !

J'ajoute que la France semble maintenant choisir d'investir sur la formation de capital humain très tôt, dès la maternelle et les petites classes. C'est un excellent choix ; c'est dans les premières années de l'enfant que l'investissement en capital humain est le plus efficace, particulièrement



Jean-Robert Pitte,
Secrétaire perpétuel de
l'Académie des sciences
morales et politiques.

pour les enfants issus de milieux défavorisés. Des études aux Etats-Unis montrent des résultats nets sur l'insertion sociale, mais aussi sur la criminalité, les addictions, etc. En revanche, une inquiétude majeure demeure sur l'évolution d'ensemble du système d'éducation – notamment au vu des piètres résultats de la France dans les enquêtes PISA. Le métier d'enseignant a subi une dévalorisation massive au fil des décennies ; il est essentiel d'y remédier.

**En France, la société est marquée par les diplômés...
À vous entendre, elle le sera encore plus ?**

Il y a des chances, même si le choix du diplôme deviendra sans doute de plus en plus important. Cela dit, le progrès technique aura un effet très complexe sur les structures d'emploi. Certaines professions, aujourd'hui hautement qualifiées, seront menacées dans un futur proche. Pour ne prendre qu'un exemple, la compétence d'un radiologue réside dans sa capacité

à reconnaître des irrégularités spécifiques dans des données apparemment chaotiques ; mais c'est très exactement ce que l'intelligence artificielle sait faire mieux que n'importe quel humain. En ce sens, cette

C'est dans les premières années de l'enfant que l'investissement en capital humain est le plus efficace, particulièrement pour les enfants issus de milieux défavorisés.

profession est sans doute plus menacée que le métier de coiffeur. En fin de compte, on peut penser que l'avantage majeur tiré de l'éducation et du capital humain sera moins, dans l'avenir, la maîtrise de connaissances spécifiques qu'une capacité accrue à acquérir de nouvelles compétences quand le besoin s'en fera sentir.



Analyses

P.26

Bernard Sananes, président du cabinet d'études et de conseil Elabe : Le ressenti est loin de la vision d'un tableau Excel.

P.34

Didier Blanchet, directeur des études et synthèses économiques de l'Insee : Mesures et ressentis du pouvoir d'achat et des inégalités : les divergences sont-elles aussi fortes qu'on ne le dit ?

P.40

Laurence Boone, cheffe économiste de l'OCDE et Antoine Goujard, bureau France, département économique de l'OCDE, analysent pourquoi le système éducatif français renforce les inégalités de chances.

Le sentiment d'injustice au cœur du malaise français

Bernard Sananes
président du cabinet d'études
et de conseil Elabe



Après la revendication initiale sur le pouvoir d'achat, et la colère contre le niveau des impôts et des taxes, le mouvement des Gilets Jaunes a exprimé un profond sentiment d'injustice dans la société française. Ce sentiment génère un consensus très large : 78% des Français considèrent vivre dans une société injuste. Ce chiffre atteint même 87% chez ceux qui au début de l'année 2019 se déclaraient Gilets Jaunes*. Comment l'expliquer alors que la plupart des statistiques internationales ne placent pas la France dans le haut du classement des pays

Le ressenti est loin de la vision d'un tableau Excel

les plus inégalitaires, et que la part des dépenses sociales y est la plus élevée ? Sans doute en partie par le pessimisme français qui peint en noir ce qui est gris, et en gris-bleu ce qui est bleu-gris. Mais cette expli-

cation ne suffit pas.

Derrière les statistiques se cache d'abord le ressenti. Et le ressenti est loin de la vision d'un tableau Excel. Près d'1 Français sur 2 boucle difficilement ses fins de mois. 37% ont été à découvert plusieurs fois en 2018, en moyenne le 18 du mois. Dans les enquêtes, avant le chômage, la première injustice vécue aujourd'hui est celle des fins de mois. Elle l'est d'autant plus, on l'a vu pendant les Gilets Jaunes, lorsqu'on travaille dur et qu'on ne s'en sort pas. Exprimée par les milieux populaires, par les classes moyennes qui croient en la valeur travail et n'en voient plus aujourd'hui les perspectives, elle a soudé la mobilisation des ronds-points. C'est également le cas pour les retraités qui vivent aujourd'hui leur retraite comme un déclassement alors qu'ils l'espéraient comme un havre de sérénité, après des années de travail.

Un autre élément vient expliquer la remise en cause des chiffres officiels, c'est la perception que l'ascenseur social ne fonctionne plus, que la promesse républicaine du « mes enfants vivront mieux que moi » ne peut plus être assurée. 45% pensent que, quand leurs enfants auront leur âge, ils vivront moins bien contre 15% qu'ils vivront mieux. Injustice supplémentaire nourrie par cette forme de déterminisme social : près des deux tiers des Français (63%) considèrent que la réussite sociale est jouée d'avance.

Quand on analyse ensuite ce qui fracture le pays, on en vient à nuancer l'explication selon laquelle la fracture territoriale en serait l'élément déterminant. Bien sûr en matière d'accès aux services, de transports, d'éducation mais surtout de santé, le territoire, quand il est mal doté, est un facteur aggravant. Ainsi, près d'un tiers des Français cumulent accès

difficile aux services de soins et renoncement ou retard de

Les retraités vivent aujourd'hui leur retraite comme un déclassement

soins par manque de moyens financiers. Mais en poussant l'analyse, on observe, quand il s'agit de juger son parcours de vie, ou son rapport à la société, que c'est davantage le niveau de vie et le pouvoir d'achat qui structurent les opinions que le rapport aux territoires. Quand on interroge les Français sur leur bonheur personnel, le sentiment d'avoir ou non choisi sa vie, le sentiment d'être coincé là où on habite, et même le rapport à l'impôt, on observe certes de légères différences en fonction du type d'agglomération mais surtout de forts écarts en fonction du niveau de vie.

Dans ce contexte, pourquoi l'entreprise ne s'est-elle pas

*Données extraites du baromètre Elabe des territoires réalisé en Décembre 2018-Janvier 2019.

retrouvée prise pour cible des revendications des Gilets Jaunes ? D'abord parce que le mouvement s'est construit contre l'Etat. C'est le niveau de pression fiscale qui est apparu à une large frange de l'opinion comme confiscatoire, et sa hausse qui a été considérée comme responsable de la dégradation du pouvoir d'achat. Ensuite, parce que l'image de l'entreprise a

La réponse au sentiment d'injustice ne se fera pas en un jour

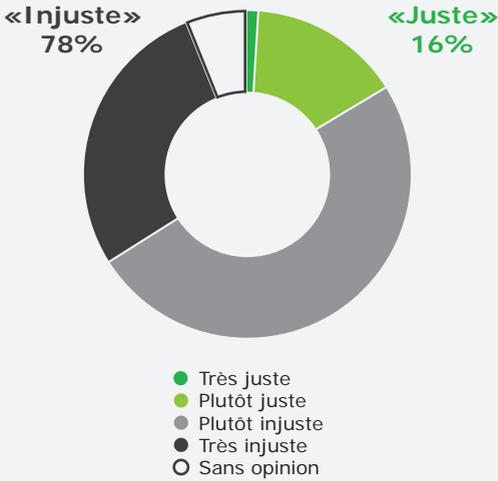
changé. Au fur et à mesure que la confiance en la capacité d'action des décideurs publics s'effondrait, l'entreprise s'est installée comme un levier d'action. Pour preuve, moins d'1 Français sur 2 (49%) crédite le Président de la République du pouvoir de changer les choses, 6 Français sur 10 (61%) jugent que les entreprises ont le pouvoir de changer le monde dans lequel on vit. Mais cette réha-

bilitation s'accompagne d'une montée des exigences envers l'entreprise. Qu'il soit salarié ou pas, le citoyen attend désormais qu'elle joue son rôle sur tous les fronts, employabilité, environnement, égalité des chances. Alors que l'écart entre les hauts et les bas salaires reste ce qui indigné le plus l'opinion, elle sera donc interpellée sur la question des salaires.

La réponse au sentiment d'injustice qui s'est installé dans l'opinion publique française ne se fera pas en un jour. Mais si la baisse de la pression fiscale, l'amélioration du pouvoir d'achat, l'évolution des salaires, ne se ressentent pas concrètement à moyen terme dans la population française, le risque d'une nouvelle explosion sociale resterait intact.



Société injuste



« Injuste » selon la CSP



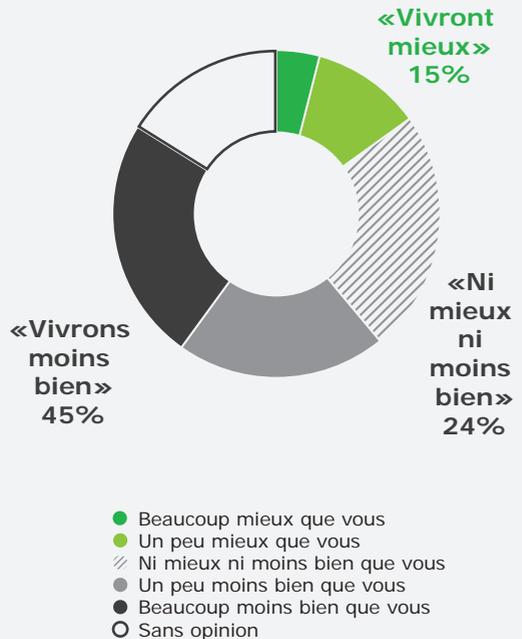
Réussite sociale

«Les gens ont les mêmes chances de réussir dans la vie quelle que soit leur origine sociale»
37%



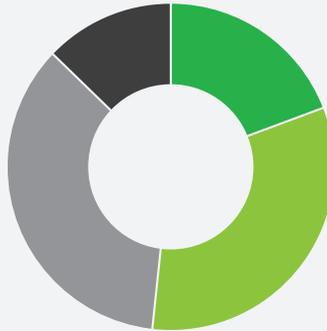
«La réussite sociale est jouée d'avance et dépend beaucoup de l'origine sociale des gens»
63%

Projection de la situation de ses enfants



Situation financière

«Fins de mois en se restreignant»
48%

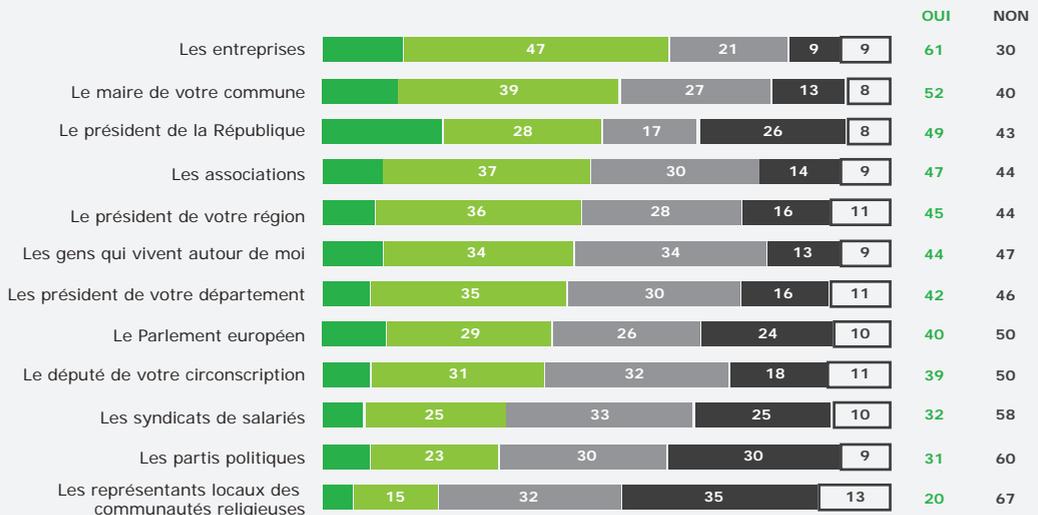


«Fins de mois sans se restreindre»
52%

- Vous bouclez facilement vos fins de mois et vous arrivez à mettre de l'argent de côté.
- Vous bouclez facilement vos fins de mois sans trop vous restreindre, mais sans mettre d'argent de côté.
- Vous bouclez facilement vos fins de mois, mais en étant obligé de vous restreindre.
- Vous êtes obligé de puiser dans vos réserves ou qu'on vous prête de l'argent pour boucler vos fins de mois.

Capacité à changer le monde dans lequel on vit

Question : Selon vous, chacun des acteurs suivants a-t-il le pouvoir de faire évoluer le monde dans lequel on vit ? En %



- Oui, tout à fait ● Oui, plutôt ● Non, pas vraiment ● Non, pas du tout ○ Ne se prononce pas

Mesures et ressentis du pouvoir d'achat et des inégalités : les divergences sont-elles si fortes qu'on ne le dit ?

Didier Blanchet,
directeur des études et synthèses
économiques de l'Insee



La mise en cause du thermomètre est un réflexe très partagé. La tension sur le pouvoir d'achat n'est probablement pas prête de retomber.

Inégalités contenues dans un contexte de croissance certes faible mais toujours positive vu du côté des chiffres ; recul du pouvoir d'achat et montée des inégalités du côté du ressenti. Face à ce hiatus, la mise en cause du thermomètre est un réflexe très partagé. Avant d'y céder, il faut commencer par évaluer la véritable ampleur de cet écart, pour ne pas se tromper de débat.

L'idée de divergence doit beaucoup à une confusion fréquente entre deux façons de mesurer la croissance. Les macroéconomistes s'intéressent à des agrégats : produit intérieur brut, masse du revenu disponible des ménages. Si l'un et l'autre ont connu des phases de recul dans le sillage de la crise des subprimes, l'un et l'autre ont fini par se remettre sur une trajectoire croissante. Ils sont neuf à dix points au-dessus de leurs niveaux de 2007. Mais ce ne sont pas ces chiffres-là qu'il faut comparer au ressenti du pouvoir d'achat. Il faut au minimum les rapporter à l'évolution de la population

ou, mieux encore, du nombre d'unités de consommation, afin de tenir compte de la réduction de la taille des ménages : des ménages de plus en plus petits bénéficient de moins d'économies d'échelle que des ménages de plus grandes tailles.

Il se trouve que ces deux facteurs ont absorbé le peu de croissance globale qui a été observé depuis la crise, avec un revenu disponible par unité de consommation qui, en 2018, était très proche de sa valeur de 2007 : sa reprise progressive depuis 2014 a tout juste suffi à effacer la flexion qu'il a connu de 2010 à 2013. Le message s'avère donc finalement très en phase avec le sentiment de stagnation ou de recul du niveau de vie. Un niveau de vie par unité de consommation qui fait du surplace, cela veut dire du surplace ou du quasi-surplace au niveau individuel pour une large partie de la population, et des mouvements symétriques à la baisse et à la hausse pour le reste de cette population, soit donc une majorité d'individus dont le

pouvoir d'achat n'a que très peu varié ou bien a régressé. La croissance globale est devenue trop faible pour éviter qu'il en soit ainsi.

Par ricochet, ce constat donne une clé d'explication de l'autre hiatus, celui entre mesure et perception des inégalités. Le constat sur les inégalités dépend de l'indicateur retenu, sans qu'aucun ne suggère la très forte croissance enregistrée outre-atlantique. Mais cette inégalité stable ou contenue sera d'autant plus négativement ressentie que l'arrêt de la croissance ferme les perspectives de progression individuelle. Les inégalités sont mieux tolérées lorsque l'ensemble de la population est prise dans un mouvement généralisé de croissance de niveau de vie. Tel n'est plus le cas quand la croissance se bloque. La sensibilité aux inégalités qui en découle est d'autant plus forte qu'elle se nourrit de la visibilité médiatique d'un nombre réduit de cas situés à l'extrême limite de la distribution des revenus.

Tout ceci n'épuise pas la question de l'écart entre mesure et ressenti. Il ne s'agit pas d'affirmer que les statistiques

sont inattaquables et n'ont nul besoin d'évoluer ou d'être complétées. Une question toujours épineuse est celle de la façon dont se fait le passage des revenus nominaux au pouvoir d'achat. Ce sont les premiers qui sont connus avec le plus de fiabilité, grâce à l'appui sur les sources fiscales. La mesure des prix s'appuie aussi sur un nombre considérable de relevés de prix de biens et services, seule façon d'aller au-

L'idée de divergence doit beaucoup à une confusion fréquente entre deux façons de mesurer la croissance

delà du ressenti subjectif qui surpondère les biens dont la consommation est la plus répétitive et qui tend à juger bien trop favorablement ce qu'était le niveau passé des prix.

Mais de nombreux sujets n'en existent pas moins. Par exemple, prend-on au mieux en compte l'impact du renouvellement des produits ? Les baisses de prix ou les gains de service rendus à prix constants qui sont permis par les nouvelles technologies profitent-

ils bien à tout le monde de la même manière ? Si ce n'est pas le cas, c'est une autre source de fracture possible entre catégories de population. Vieux sujet également : comment bien prendre en compte le logement dont les hausses de prix enrichissent ceux qui en sont détenteurs et contraignent financièrement ceux qui veulent le devenir. Comment aller dans ce cas au-delà de l'affirmation légitime

ou obligations de consommation qui évoluent au cours du temps. Une autre clé du sentiment de déclassement, c'est le problème de la course poursuite entre le pouvoir d'achat et ces normes de consommation. Seule une croissance soutenue permet de maintenir la distance entre les deux, or les chances sont très faibles de retrouver la forte croissance qui a caractérisé les Trente Glorieuses. L'impératif est même

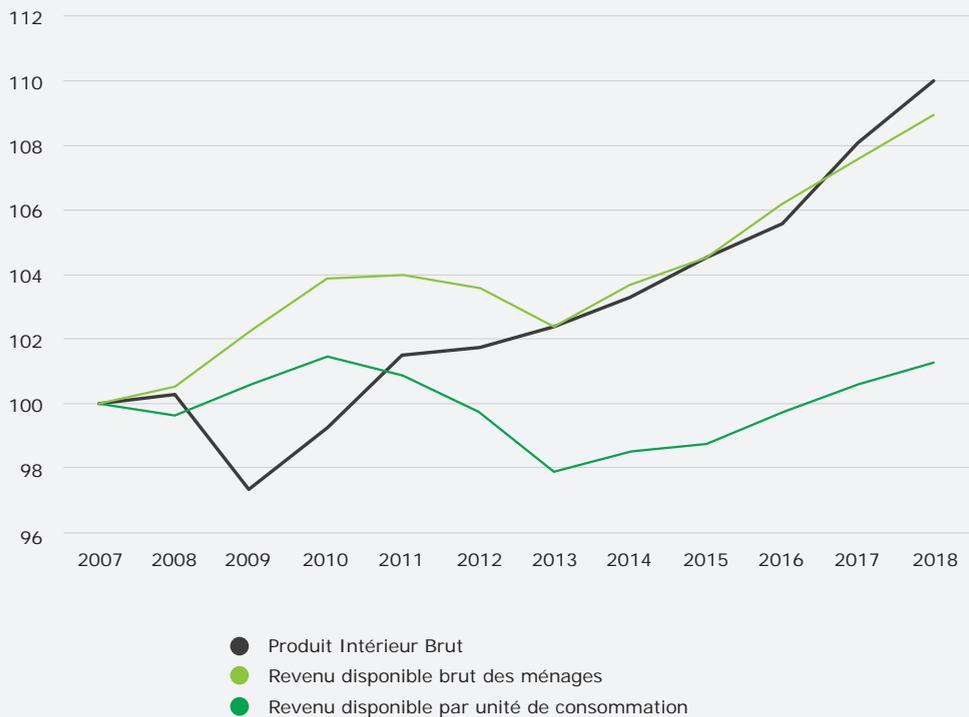
Les inégalités sont mieux tolérées lorsque l'ensemble de la population est prise dans un mouvement généralisé de croissance de niveau de vie

mais réductrice que les deux phénomènes s'équilibrent « en moyenne » ?

Enfin, comment mieux faire comprendre la différence entre mesures des prix et du coût de la vie ? Mesurer les prix, c'est mesurer comment évolue ce qu'il en coûte de se procurer un panier de biens et services rendant un service aussi constant que possible d'une période à l'autre. Mesurer le coût de la vie, c'est calculer ce qu'il en coûte de vivre à un moment donné selon des normes

à une croissance sobre et donc très modérée. La tension sur le ressenti du pouvoir d'achat n'est probablement pas prête de retomber.

Évolutions du PIB, du revenu disponible brut total et par unité de consommation (base 100 en 2007)



Source : Insee, comptes nationaux.

**L'ascenseur
social est
en panne**



Laurence Boone,
cheffe économiste
de l'OCDE.



Le système éducatif français renforce les inégalités de chances constatent Laurence Boone, cheffe économiste de l'OCDE et Antoine Goujard, Bureau France, Département économique de l'OCDE.

Champion européen de la redistribution et de l'État Providence, la France souffre de conservatisme social, ont diagnostiqué Laurence Boone, cheffe économiste de l'OCDE et Antoine Goujard du bureau France, département économique de l'OCDE dans une note publiée en février 2019. « Seule la Hongrie montre plus de déterminisme social dans tous les pays de l'OCDE que la France, observent Laurence Boone et Antoine Goujard. Il faut plus de 6 générations en France à une personne du bas de la distribution des revenus pour en rejoindre la moyenne. Plus de 15% des adolescents de 15 ans ont de faibles compétences numériques et de compréhension, ce qui se traduira probablement par des difficultés d'insertion dans la vie professionnelle ».

Les inégalités de chances ne touchent pas que les plus pauvres. Elles concernent aussi les classes moyennes. Les deux économistes avancent

sept raisons qui expliquent cette panne de l'ascenseur social. Nous les présentons.

Les disparités entre catégories socio-professionnelles et territoires s'ancrent dès le plus jeune âge. Alors que le système social et les aides publiques prennent en charge la garde des jeunes enfants de façon importante, chez le tiers de la population le moins aisé, seuls 30% des enfants intègrent des modes d'accueil dits « formels », crèches, halte-garderie ou assistantes maternelles, contre près de 60% pour l'ensemble de la population.

Les désavantages d'un milieu socio-économique moins favorisé se poursuivent à l'école. Les performances des élèves de 15 ans mesurées par l'OCDE dans les études PISA révèlent qu'en France, la part des élèves ayant de faibles compétences de compréhension des textes et des mathématiques atteint les 15%, soit parmi les plus élevées des pays de

l'OCDE. L'influence du milieu social sur les performances scolaires est parmi les plus élevées des pays de l'OCDE. Là encore, les disparités territoriales jouent un rôle important.

Le niveau d'éducation conditionne l'accès à l'emploi. Les jeunes sans formation et sans emploi représentent une part plus importante en France que la moyenne de l'Union européenne. Or l'insertion dans le marché du travail est très différente selon le niveau de qualification, avec une prime nettement plus élevée qu'ailleurs aux hauts diplômés. Les sortants du système éducatif avec un diplôme moyen de la filière générale (du secondaire ou post-secondaire non supérieur) ont un taux d'emploi, de 51%, parmi les plus faibles de l'Union européenne (seules l'Italie et la Grèce font pire).

Le système de formation professionnelle ne permet pas de remédier à ces inégalités chez

les moins qualifiés. La part élevée de jeunes peu qualifiés persiste à travers les générations et la part des adultes faiblement qualifiés est également parmi les plus élevées des pays de l'OCDE : la France se classe au 5ème rang des pays où les compétences des adultes sont les plus faibles.

Il faut plus de 6 générations en France à une personne du bas de la distribution des revenus pour en rejoindre la moyenne

Ce qui n'est pas corrigé par l'accès à la formation professionnelle. Les peu diplômés ont 50% moins de chances d'avoir accès à une formation que les autres.

Les écarts de revenus reflètent les disparités d'accès au travail et la fiscalité. En France, le revenu des 20% les plus pauvres, comme le revenu disponible médian, n'a pas cru de 2008 à 2016. Le système d'allègement

de cotisations sociales a certes permis de réduire de façon significative le coût du travail au niveau du SMIC mais les cotisations sociales continuent de peser lourdement au niveau du salaire médian.

Le système de redistribution corrige les inégalités les plus criantes mais bénéficie peu aux classes moyennes. Le système de redistribution en France est important et corrige bien la pauvreté via d'importants transferts vers les ménages les moins aisés.

Le système de redistribution bénéficie peu aux classes moyennes

À ces écarts de distribution de revenus, il faut ajouter des dépenses contraintes de logement importantes. Les dépenses de logement constituent un poste de consommation majeur pour les ménages, et la part du logement dans la consommation des ménages en France est supérieure à la moyenne européenne.

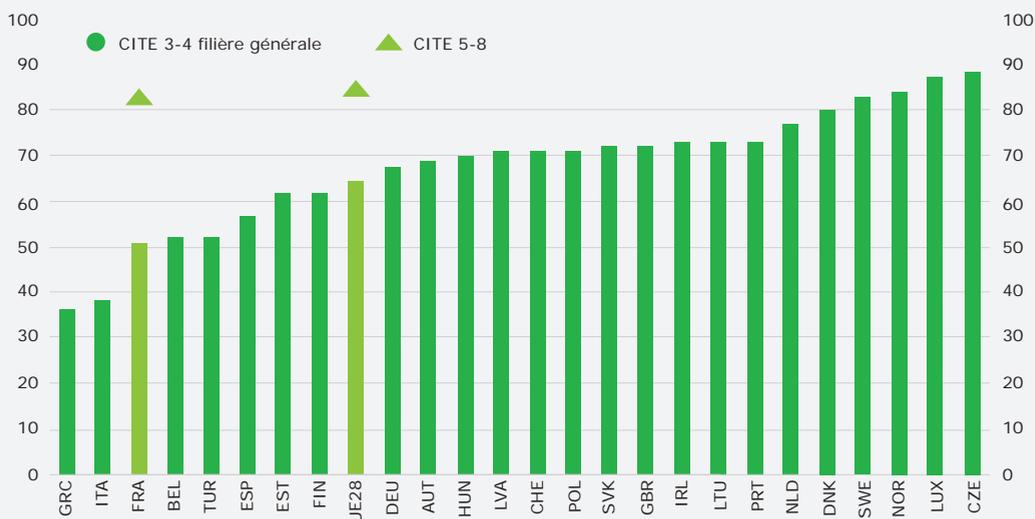
Laurence Boone et Antoine Goujard concluent que « la

redistribution par les impôts et les transferts sociaux soutient le niveau de vie des ménages les plus pauvres, mais ne corrige pas les disparités au sein du milieu de la distribution. Et surtout, elle ne suffit pas à contrer les inégalités des chances liées au milieu socio-économique ni les inégalités territoriales ». Ils estiment que « redonner la possibilité à chacun de réussir passera d'abord par une réforme du système éducatif, pour assurer que chaque enfant aura la chance de progresser grâce à l'enseignement, la formation, dès le plus jeune âge et tout au long de la vie ; que chaque adulte qui a manqué une marche peut se rattraper ».

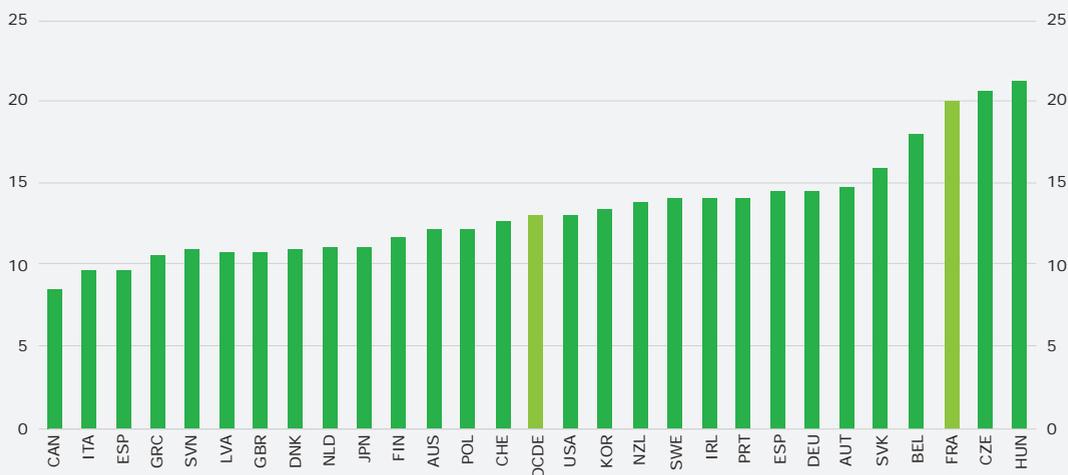


Le système éducatif perpétue des disparités importantes

Taux d'emploi des sortants du système éducatif¹
En % de la population, 2017



Influence du milieu social sur les performances scolaires
En %, 2015²



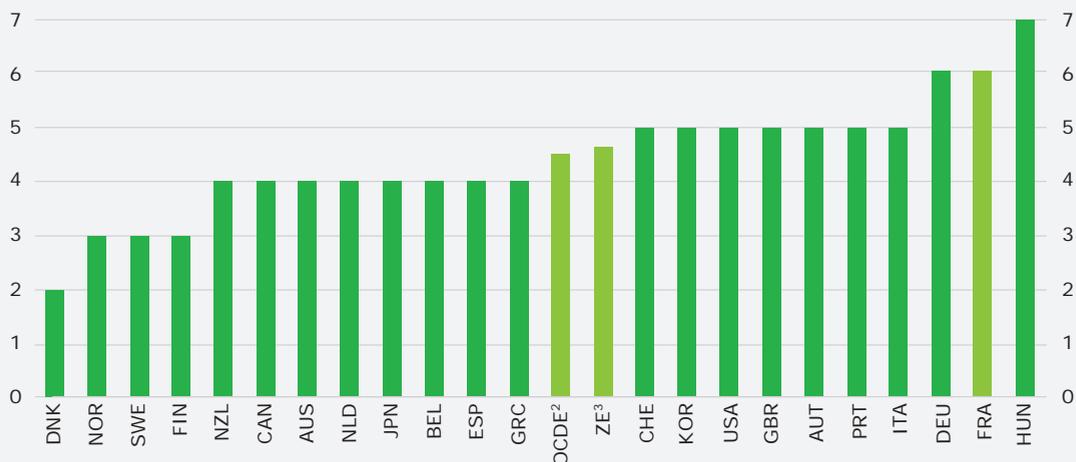
1. Taux d'emploi des personnes âgées de 20 à 34 ans ayant achevé leurs études avec un diplôme de niveau moyen (niveaux de 3 à 4 de la CITE, filière générale) ou de niveau élevé (niveaux de 5 à 8 de la CITE) avant l'enquête, et qui ne sont pas actuellement inscrits dans toute autre éducation ou formation formelle ou informelle.

2. Variation des performances des élèves en mathématiques expliquée par le contexte socio-économique, mesurée à l'aide de l'indice PISA de statut économique, social et culturel.

Source : Eurostat (2018), « Statut au regard de l'emploi des jeunes par année depuis l'achèvement du plus haut niveau d'éducation », base de données Eurostat ; OCDE (2013), Base de données des Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2013 ; OCDE (2016), Résultats du PISA 2015 (Volume I), L'excellence dans l'éducation, Editions OCDE, Paris.

La mobilité intergénérationnelle est faible

Nombre de générations pour atteindre le revenu moyen ¹



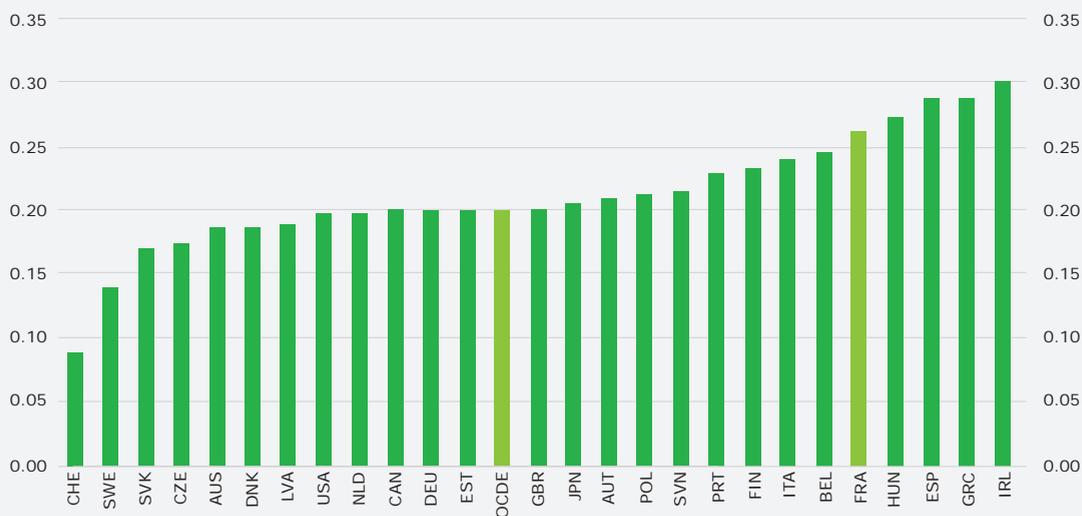
1. Nombre de générations qu'il faudrait aux descendants d'une famille située dans le décile inférieur pour atteindre le revenu moyen dans la société.

2. Moyenne non pondérée entre pays sur la base des données disponibles (24 pays).

3. États membres de la zone euro qui sont également membres de l'OCDE (17 pays), à l'exclusion du Luxembourg ainsi que de l'ensemble des pays de l'Europe orientale.

Source : OCDE (2018, A Broken Social Elevator ? How to Promote Social Mobility, Editions OCDE, Paris.

Taux de pauvreté avant taxes et transferts¹



1. Taux de pauvreté au seuil de 50% du revenu médian équivalisé.



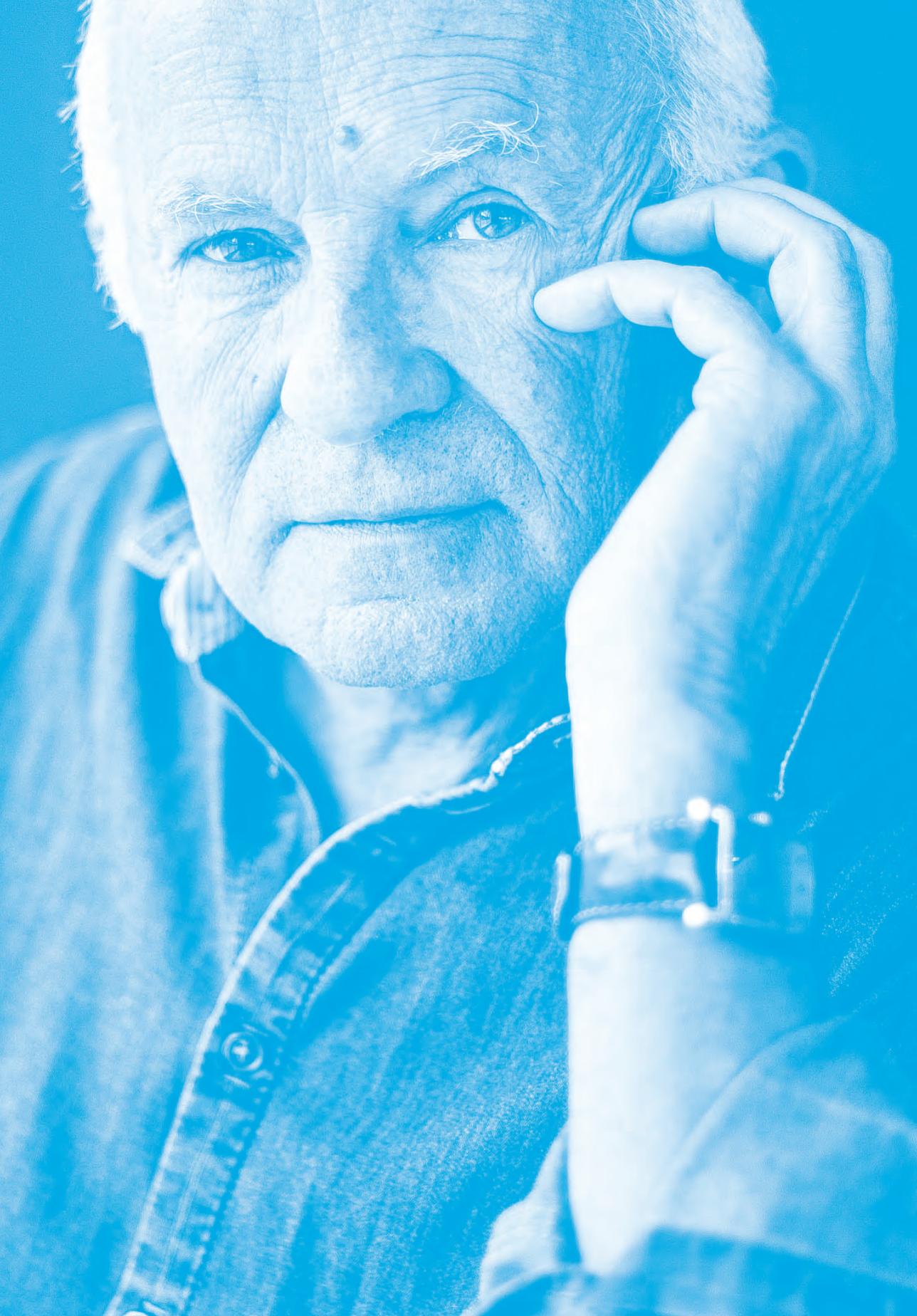
Débats



**Nous vivons
le temps des
inégalités
individuelles
multiples**



François Dubet,
sociologue, professeur émérite
à l'université de Bordeaux.





François Dubet a publié - *Le temps des passions tristes. Inégalités et populisme* - aux éditions du Seuil dans la collection La République des idées. Le sociologue, professeur émérite à l'université de Bordeaux, traduit dans le monde entier, analyse comment les Français perçoivent les inégalités. Propos recueillis par Yann Le Galès, rédacteur en chef de Sociétal.

SOCIÉTAL. - Quels changements expliquent que les Français aient une manière différente de percevoir les inégalités ?

François Dubet. - La France a longtemps été une société nationale industrielle. Les ouvriers ont représenté jusqu'à 40% de la population active. Les inégalités étaient alors perçues selon la classe sociale à laquelle chacun appartenait. Il y avait les ouvriers, les classes moyennes, les propriétaires, les paysans, les bourgeois...

Cette expérience collective des inégalités a organisé la vie politique, associative et syndicale et notre manière de voir la so-

ciété pendant plus d'un siècle.

Mais la vie politique a connu de formidables changements depuis 1789...

Entre 1789 et le XX^{ème} siècle, nous sommes passés d'un monde où les conservateurs monarchistes et les catholiques s'opposaient aux républicains, à une vie politique structurée par l'opposition droite gauche avec les représentants du travail face aux défenseurs de la propriété, de l'argent et de l'entreprise. Mais une chose est demeurée : les Français percevaient les inégalités selon la classe sociale à laquelle ils appartenaient.

Le peuple a déjà manifesté sa colère dans le passé...

Nous sommes dans la même situation qu'à la fin du XIX^{ème} siècle : des manifestations de colère et de populisme ont éclaté quand la société française s'est industrialisée. Ce mouvement a duré assez longtemps avant que les syndicats et les partis se créent.

Pourquoi l'affrontement entre classes sociales s'est-il dissous dans l'individualisme ?

La représentation des inégalités de classe s'est délitée progressivement pour des raisons qui tiennent aux transformations économiques. Chaque personne se définit moins par son appartenance à une classe sociale. Elle a le sentiment d'être définie par une multitude d'inégalités. L'expérience des inégalités est de plus en plus une expérience individuelle.

Comme Tocqueville l'avait anticipé en observant la démocratie américaine, l'abolition des barrières de classes accroît la frustration relative dans des univers sociaux dominés par des comparaisons fines et souvent obsédantes, puisqu'il faut évaluer une position qui n'est plus acquise une fois pour toutes.

Les inégalités ne sont plus seulement économiques...

Les individus vivent souvent les inégalités comme une sorte

de mépris et de discrimination plus que comme une forme d'exploitation.

Concrètement...

Une personne peut dire qu'elle subit des inégalités en tant que salariée, parce qu'elle habite telle ville, parce qu'elle est une femme, parce qu'elle est née de parents migrants, parce qu'elle appartient à une minorité, parce qu'elle détient tel diplôme.

La voiture est-elle encore un symbole ?

Quand j'étais jeune, il existait deux catégories de Français : ceux qui possédaient une voiture et ceux qui n'en avaient pas.

Les individus vivent souvent les inégalités comme une sorte de mépris et de discrimination

Aujourd'hui tout le monde a une voiture. Le sentiment d'inégalité n'est donc plus lié à la propriété d'une automobile mais au type de voiture et d'usage.

Pourquoi la notion de mépris a-t-elle envahi le débat public ?

Nous vivons dans une société « tocquevilienne » où des individus égaux doivent assumer leur destin social et se prendre en charge. Chaque individu est tenu pour plus ou moins res-

responsable de ce qui lui arrive. Dans la société de classe, les personnes étaient portées par un destin social. Les enfants des ouvriers devenaient des ouvriers, ceux de paysans des paysans. Il fallait donc améliorer la condition collective. Aujourd'hui, l'individu se sent responsable de ce qui lui arrive et est mis en accusation personnellement. Cela se traduit par une forme de ressentiment.

Qui est responsable d'un parcours scolaire médiocre ? L'État ? La société ? L'individu ?

Pendant longtemps les personnes ne faisaient pas d'études pour des raisons d'inégalité sociale. Aujourd'hui, une personne qui n'a pas réussi à l'école, juge que c'est un peu de sa faute et qu'elle a été maltraitée. C'est donc une blessure personnelle. La société l'a méprisée. Elle accuse les autres de l'avoir ignorée.

Sommes-nous entrés dans l'ère de l'égalitarisme ?

Les Français affirment de plus en plus fort un sentiment du droit à l'égalité.

Mais des progrès ont été accomplis...

Les inégalités entre les hommes et les femmes se sont, par exemple, assez fortement réduites en termes de qualification, d'emploi et de revenus.

Mais celles qui persistent sont vécues comme étant de moins en moins supportables. Même quand elles se réduisent, les inégalités sont de plus en plus douloureusement vécues. A fortiori, leur croissance est intolérable.

Comment ces changements touchent-ils l'éducation ?

Pendant longtemps la jeunesse était divisée entre les jeunes bourgeois, ceux qui suivaient des études et ceux qui travaillaient. Aujourd'hui, les inégalités scolaires ne se définissent pas par rapport à l'établissement, aux études choisies, à la filière puisque l'écrasante majorité des jeunes âgés de 18 ans étudie.

Les classes sociales ont-elles disparu ?

Non. Les dirigeants économiques qui investissent dans l'entreprise et les technologies et organisent le travail, ont une conscience de classe. Ils ont suivi les mêmes formations. Ils sont recrutés selon certains critères. Ils ont le goût de s'enrichir mais cette appétence pour l'argent ne caractérise pas le seul capitalisme. Ils ont aussi une vision du développement économique et social relativement homogène. Cette classe dirigeante fait face à des colères individualisées et à des classes moyennes fâchées. Elle n'a pas en face d'elle des classes sociales capables de lui opposer un projet différent du sien.

Les syndicats jouent-ils encore un rôle ?

Ils ont encore une légitimité institutionnelle mais ils sont peu représentatifs. Ils sont surtout implantés dans les grandes entreprises et la fonction publique.

Quelles sont les conséquences politiques ?

Les partis socio-démocrates de gauche et les partis libéraux « bourgeois » se sont affaiblis au bénéfice de tendances de plus en plus populistes qui veulent réunifier le peuple contre les élites autour de la nation et de la défense de l'État. Ce phénomène s'est traduit de manière spectaculaire en France par le mouvement des Gilets Jaunes, en Angleterre par le Brexit, en Italie par l'arrivée au pouvoir de Matteo Salvini, aux Etats-Unis par l'élection de Donald Trump.

Qui sont les porte-paroles des inégalités ?

Chaque personne qui appartient au mouvement des Gilets Jaunes ou à celui de MeToo, peut accéder à la parole publique grâce à Internet. Chacun peut exprimer directement ses colères, ses sentiments, ses émotions, ses indignations dans l'espace public sans être « refroidi » par les partis, les associations, les paroisses et autres intermédiaires spécialistes de l'action collective qui ont organisé la vie politique et sociale pendant des décennies.

Les Français comprennent-ils la société dans laquelle ils vivent ?

Ils se représentent la vie sociale avec des catégories qui ne correspondent plus à ce qu'elle est.

Les Français se représentent la vie sociale avec des catégories qui ne correspondent plus à ce qu'elle est

Les Français réclament toujours plus à l'Etat. Ignorent-ils qu'ils vivent dans un pays qui est le champion d'Europe des dépenses sociales et l'un des plus protecteurs ?

Nous vivons dans un système qui prélève beaucoup d'impôts et de taxes et qui redistribue abondamment. Mais son évolution depuis trente ans l'a rendu totalement illisible. Quand j'explique à des étudiants en université qu'ils doivent venir en cours parce que la nation et leurs parents ont payé pour cela, ils sont étonnés et expliquent qu'ils croient que leurs études sont gratuites.

Résultat, les personnes et les entreprises qui paient des impôts, ont le sentiment de payer pour rien. Ceux qui reçoivent, ont le sentiment de ne pas percevoir ce qui leur est dû. Tout le monde se sent grugé.

Cette situation exacerbe-t-elle les tensions ?

Elle crée un système d'accusation permanente. Les personnes qui dénoncent les injustices, dénoncent les très riches et les pauvres. Elles ont l'impression que le système aide des personnes qui ne méritent pas de l'être, que l'autre reçoit plus que ce qu'il devrait recevoir.

Il n'est pas possible de faire l'économie des partis qui « refroidissent » les colères pour leur donner une forme de rationalité

Un des arguments rhétoriques les plus faux du Rassemblement National est d'affirmer que les immigrés sont ceux qui bénéficient le plus des aides alors qu'ils coûtent peu à l'Etat.

Avec qui les Français se comparent-ils ?

Les Français comparent au plus près, avec les personnes qui les entourent. Leur perception des inégalités individuelles et celle des inégalités sociales sont déboîtées.

Faut-il redéfinir les missions de l'Etat-providence ?

L'Etat-providence a été mis en place sur la base d'un contrat social. Les travailleurs donnaient de la richesse à la nation. La nation la leur ren-

dait sous forme de protection sociale. Il faut réfléchir à une redéfinition du système de protection sociale de façon à ce que chacun perçoive ce qu'il donne et ce qu'il reçoit.

Vous avez terminé votre livre - *Le temps des passions tristes. Inégalités et Populisme* - le 16 novembre 2018. Les Gilets Jaunes ont commencé à manifester le 17 novembre 2018. Ils se sont mobilisés pendant 33 samedis. Comment analysez-vous ce mouvement ?

Je n'avais bien entendu pas prévu que ce mouvement aurait cette consistance et cette durée. Mais il a conforté ma vision. Les gilets jaunes n'ont pas été récupérés par un parti politique. Que ce soit le Rassemblement National ou la France insoumise. La somme de leur colère n'a pas abouti à des revendications collectives. Leurs demandes étaient contradictoires et non hiérarchisées.

Chaque gilet jaune se sent individuellement victime d'une ou plusieurs injustices. Ce sont les colères, mais aussi le plaisir de l'action et d'être ensemble qui ont unifié le mouvement. Mais, nous sommes très loin des mouvements sociaux de la société industrielle qui se terminent par des négociations.

Les partis politiques ont-ils un avenir ?

Nous vivons dans une société encore démocratique. Chacun peut revendiquer et parler. Mais il n'est pas possible de faire l'économie des partis qui « refroidissent » les colères pour leur donner une forme de rationalité.

Le travail continue-t-il de jouer un rôle pour favoriser l'intégration ?

Le travail est absolument essentiel. Il est beaucoup plus important que la consommation et les réseaux sociaux. Malgré les machines, le numérique et l'intelligence artificielle, c'est le travail qui nous forge une identité. Il nous donne des relations sociales, des droits et des devoirs.

Le travail est-il reconnu comme une valeur essentielle ?

J'ai l'impression que depuis une vingtaine d'années, les syndicats, les gouvernements et l'opinion publique s'intéressent à l'emploi mais peu au travail, à sa qualité, à son intelligence. C'est une grande faiblesse de la société française.

Pour quelles raisons les Français travaillent-ils ?

Selon les enquêtes internationales, les personnes interrogées donnent trois raisons pour lesquelles elles travaillent : il faut gagner sa vie ; le travail

donne une légitimité sociale ; il est une manière de se réaliser. Les Français sont ceux qui répondent le plus que le travail est une manière de se réaliser.

Des entreprises ont-elles amélioré la qualité du travail ?

Des entreprises se mobilisent pour la qualité du travail mais ce sujet a été beaucoup trop délaissé. C'est en s'intéressant à la manière dont chacun peut se réaliser dans son travail que la société française pourra construire des formes de vie sociale plus acceptables.

Les inégalités scolaires vont-elles s'exacerber ?

Il existe une école publique gratuite et obligatoire depuis des décennies mais le système scolaire français est plus inégalitaire que celui qui existe dans des pays comparables et dans les pays où les inégalités sociales sont plus fortes qu'en France. Les inégalités scolaires sont également plus importantes en France que ce que supposeraient les inégalités sociales.

Ces inégalités sont d'autant plus ressenties que l'emprise des diplômes sur l'emploi est extrêmement forte. Tout le monde a donc intérêt à accentuer les inégalités scolaires pour lui-même, tout en les dénonçant.

La France a-t-elle sacrifié les formations techniques et professionnelles ?

Notre tradition éducative républicaine, qui a pour ambition de former des citoyens, a longtemps tenu la formation professionnelle comme une formation de deuxième zone.

Les Allemands, qui ont bâti leur système scolaire au XIX^{ème} siècle comme les Français, ont compté sur la formation professionnelle pour développer leur industrie.

Les Français ont considéré que l'enseignement professionnel était une voie de relégation pour les élèves qui n'étaient pas dignes de l'enseignement général.

Des progrès ont certes été accomplis avec le développement de l'apprentissage et des formations en alternance. Mais nous sommes loin du compte. Nous payons ce choix. La France compte plusieurs millions de chômeurs et un million d'emplois qui ne sont pas pourvus.

La classe moyenne est-elle devenue un fourre-tout ?

Les Français estiment massivement appartenir à la classe moyenne. Ils expriment ainsi qu'ils ne sont ni très riches ni pauvres. Une personne appartient à la classe moyenne quand elle a le sentiment d'avoir un niveau de consommation, de loisirs, de culture auquel elle a droit. Elle veut dire ainsi qu'elle

est socialement intégrée et qu'elle appartient au ventre mou de la société.

La notion de classe moyenne a-t-elle encore un sens ?

Elle n'a pas beaucoup de sens. La classe moyenne est très disparate. Elle s'étale entre les 5% les plus riches et les 20% les plus pauvres.

Les diplômes permettent-ils encore de progresser dans la société ?

Les Français vivent toujours dans le rêve des Trente Glorieuses. Ils croient à l'idée que plus de diplôme donne plus de revenu et permet d'accéder à une meilleure position sociale. Cela reste vrai quand on compare les personnes qui ont suivi des études et celles qui n'en ont pas fait.

Mais la capacité de la France de produire des diplômes est très supérieure à celle de produire des emplois qualifiés.

La concurrence est devenue plus forte. Quand j'étais jeune, le baccalauréat permettait de devenir instituteur. Aujourd'hui, c'est bac plus 5. Le nombre de candidats souhaitant devenir médecins était sensiblement équivalent aux nombres de places disponibles en faculté de médecine. Aujourd'hui, 10% des étudiants sont retenus.

Mais obtenir un diplôme est de plus en plus nécessaire...

La promesse de mobilité sociale grâce aux études est devenue une aventure individuelle. Elle n'est pas tenable collectivement. Cela provoque des déceptions, un sentiment de déclassement, du ressentiment et l'impression d'être méprisé.

Un jeune n'est donc plus assuré d'avoir un meilleur emploi et de mieux vivre que ses parents...

Les jeunes qui veulent occuper la même position sociale que leurs parents doivent avoir plus de diplômes que leurs parents.

L'ascenseur social est-il en panne ?

Plus rien n'est garanti. Si on observe la mobilité sociale en examinant une quinzaine de catégories sociales, presque personne n'occupe la même position sociale que ses parents.

Si on observe quatre catégories sociales, on constate que plus personne ne change de catégorie. Il se crée donc un sentiment d'incertitude en même temps que l'impression que la société est bloquée.

Les inégalités territoriales exacerbent-elles les colères ?

La France qui crée des emplois, est celle de Paris, Rennes,

Bordeaux, Toulouse, Montpellier, Lyon... Les Français qui vivent dans des petites villes et à quelques dizaines de kilomètres des métropoles et des villes en développement ont le sentiment d'être délaissés sur le plan économique, social, médical, culturel. Ils sont oubliés par les trains de la SNCF et se sentent abandonnés.

Les Français sont-ils encore capables de construire l'avenir de leur pays ?

Nous devons nous interroger sur notre capacité à conduire des débats publics rationnels. Je crains qu'il existe deux camps. Celui des dirigeants et des responsables politiques qui mènent des actions rationnelles et parfois technocratiques. Celui des personnes qui se sentent exclues et larguées. Et les deux camps ne parviennent pas à se parler et à se comprendre.

Mais les indignations et les émotions ne se transforment pas en actions collectives. Être en colère contre le réchauffement climatique ne fabrique pas nécessairement une capacité d'action collective.



Entreprises

P.62

Les entreprises s'engagent contre la pauvreté avec la fondation Break Poverty.

P.70

Thibaud Simphal, directeur général d'Uber pour l'Europe de l'Ouest et du Sud : « Les entreprises ont intérêt à faire évoluer leurs pratiques ».

Les
entreprises
s'engagent
contre la
pauvreté



La fondation Break Poverty mobilise les entrepreneurs de Nantes pour former les jeunes des quartiers.

Le Centre des Jeunes Dirigeants (CJD) et plusieurs mouvements patronaux de la métropole de Nantes s'engagent dans des projets de soutien scolaire et d'accompagnement des jeunes en difficulté.

Les entreprises peuvent lutter contre la pauvreté des jeunes. La fondation Break Poverty les mobilise dans plusieurs régions de France pour aider les enfants, les adolescents et les jeunes adultes qui vivent dans les quartiers les plus difficiles, les quartiers prioritaires, à rattraper leur retard scolaire, à se former et à trouver un premier emploi. « Les fondateurs de l'asso-

ciation qui sont des entrepreneurs, veulent que les entreprises se mobilisent pour la lutte contre la pauvreté des jeunes. Notre démarche est d'inspiration libérale », explique Valérie Daher, directrice générale de Break Poverty.

La fondation a été créée par Denis Metzger, président du fonds d'investissement Che-

quers Capital qui est engagé dans l'action humanitaire depuis de nombreuses années. Serge Papin, ex-PDG de System U, Pierre Derieux, consultant et investisseur indépendant qui a notamment travaillé 18 ans pour le Boston Consulting Group (BCG) en France et aux Etats-Unis, Christian Dargnat, président de la société de conseil Dargnatnomics et la journaliste Véronique Saint Olive en sont administrateurs.

La fondation a mis au point un dispositif adapté aux entreprises pour mener des actions sur le terrain. « Nous avons créé la dotation d'action territoriale (DAT) pour permettre aux entreprises d'agir sur leur territoire. Elles peuvent consacrer jusqu'à 2% de leur résultat net à des projets qu'elles choisissent et nous les encourageons à communiquer sur leur action », précise Valérie Daher. Ce dispositif a été retenu dans les mesures du plan pauvreté

annoncé le 13 septembre 2018 par le président Macron.

Le système de dotation d'action territoriale a été expérimenté pour la première fois avec succès en 2018 à Romans-sur-Isère dans la Drôme. Une quinzaine de petites et moyennes entreprises réalisant entre 2 et 6 millions d'euros de chiffre d'affaires, la caisse régionale du Crédit Agricole, Framatome, et la mairie financent pour un montant d'1,6 million d'euros les programmes qui accompagnent 1000 jeunes sur trois ans.

Break Poverty mobilise également des entrepreneurs à Béthune dans le Pas-de-Calais et à Nantes en Loire-Atlantique. « Nous avons rencontré sept mouvements d'entrepreneurs, le Medef, la Chambre de Commerce et d'Industrie, le Cercle des Jeunes Dirigeants, la CPME, les Dirigeants Responsables de l'Ouest, les femmes cheffes d'entreprises et le

réseau Entreprendre pour le mettre en place sur Nantes Métropole », témoigne Valérie Daher.

Pragmatique, Break Poverty qui travaille avec les associations locales et les pouvoirs publics, a dressé un diagnostic de la précarité des jeunes qui a surpris certains entrepreneurs. « Cela a été un véritable choc de découvrir que le taux de pauvreté des quartiers prioritaires

les 1000 membres du réseau patronal entre les anciens et les 130 adhérents actifs.

« Je n’imaginai pas qu’il existait un tel écart entre quartiers dans une ville comme Nantes, confie Richard Thiriet, président du groupe industriel CNI (12 millions d’euros de chiffre d’affaires, 120 salariés) et ex-président du CJD France (2014-2016). Les entrepreneurs doivent s’engager pour trouver des solutions dans les zones de pauvreté où les politiques ont échoué. Distribuer des subventions ne suffit pas ».

Cette démarche exige que chaque partie apprenne à se connaître. « L’entreprise et les quartiers se sont ignorés pendant des années. La première démarche est d’établir un dialogue pour que ces deux mondes s’apprivoisent. Il faut aller dans les quartiers pour prendre conscience de la réalité », constate Richard Thiriet.

Nous avons créé la Dotation d’Action Territoriale (DAT) pour permettre aux entreprises d’agir sur leur territoire

de la métropole de Nantes était si élevé. Il est équivalent à celui des villes de la Seine-Saint-Denis », observe Pierre-Yves Loaëc, directeur associé de la société Nobilito et président du Centre des Jeunes Dirigeants de Nantes (CJD) qui mobilise



Les jeunes en difficulté scolaire sont accompagnés par des pairs et marraines.

Break Poverty a sélectionné 15 projets portés par des associations nantaises. Elle a proposé deux projets supplémentaires déjà mis en place avec succès dans d'autres villes. Le premier est soutenu par l'association Cravate solidaire qui aide les jeunes à se préparer à un entretien d'embauche. Le second par l'association Becom-tech qui encourage les jeunes filles à choisir les métiers du numérique et de l'informatique.

L'objectif est de mobiliser 2 millions d'euros sur trois ans pour aider 10 000 à 15 000 jeunes issus de plusieurs centaines de familles en menant des ac-

tions dans quatre domaines : le soutien à la petite enfance, la prévention du décrochage scolaire, le rapprochement des jeunes du monde de l'entreprise et l'accès au premier emploi. « Il faut apprendre les règles élémentaires du travail à ces jeunes dont les parents sont souvent, hélas, au chômage depuis longtemps : le respect des horaires, la manière de se comporter. L'entreprise doit former le salarié au savoir-faire et au savoir-être », affirme Richard Thiriet.

Car il existe un véritable gouffre culturel entre les deux mondes. « Nos entreprises re-



Le projet « Les Plombiers du Numérique » forme des décrocheurs au métiers de la fibre.

crurent du personnel. Il est essentiel d'expliquer aux jeunes des quartiers prioritaires ce qu'est un employeur. Ils en ont souvent une mauvaise image car ils vivent dans des quartiers où il y a du chômage et ils peuvent penser que c'est la faute des employeurs », souligne Pierre-Yves Loaëc.

Mais les entreprises ne sont pas seulement appelées à financer. Leurs dirigeants et leurs salariés sont surtout encouragés à faire bénéficier les jeunes de leurs compétences. « Le plus important est l'engagement

personnel. Je souhaite que les dirigeants et les salariés puissent participer aux actions mises en place en donnant du temps sur leurs heures de travail ou sur leur temps personnel », explique Richard Thiriet.

Cette démarche est soutenue par Pierre-Yves Loaëc. « Le mécénat de compétences joue un rôle essentiel. Les entrepreneurs et les salariés peuvent aider les jeunes, par exemple à faire leur devoir et les accompagner dans leur scolarité », assure le président du Centre des Jeunes Dirigeants

de Nantes. Plusieurs salariés de Nobilio sont prêts à prendre sur leur temps pour participer à des projets. Cette action complète l'engagement sociétal de l'entreprise qui expérimente l'hébergement d'une personne sans domicile après les heures de travail. Celle-ci peut dormir, se faire à manger, prendre une douche, porter des vêtements propres. « Nous favorisons ainsi la transition de la rue au retour à l'emploi », témoigne Pierre-Yves Loaëc.

Nantes va permettre à Break Poverty de renforcer son implantation régionale. « Notre ambition est d'essaimer sur toute la France et d'avoir une centaine d'implantations en nous appuyant sur les pouvoirs publics et les associations locales. Dans la Drôme, nous avons, par exemple, des correspondants à la mairie de Ro-

mans », conclut Valérie Daher. Son objectif est aussi d'inscrire dans la loi le dispositif dotation d'action territoriale grâce au soutien du gouvernement.

Cela a été un véritable choc de découvrir que le taux de pauvreté des quartiers prioritaires de la métropole de Nantes était si élevé



Les
entreprises
ont intérêt
à faire
évoluer
leurs
pratiques



Thibaud Simphal,
directeur général d'Uber pour l'Europe
de l'Ouest et du Sud.





Thibaud Simphal, directeur général d'Uber pour l'Europe de l'Ouest et du Sud, témoigne pour Sociétal.

SOCIÉTAL. - Les entreprises ont-elles un rôle à jouer dans la lutte contre les inégalités ?

Thibaud Simphal. - Le rôle premier de l'entreprise est de créer de la valeur et ainsi de générer de l'emploi, facteur de développement économique et humain. C'est la raison d'être d'une entreprise telle qu'Uber qui propose une activité accessible à tous et sans sélection à l'entrée liée au diplôme, à l'âge, au lieu de résidence ou au genre. L'arrivée d'Uber en France a constitué de nouvelles opportunités de générer des revenus en toute flexibilité et indépendance pour des personnes éloignées de l'emploi, souvent moins qualifiées.

Avez-vous recruté des personnes sans emploi ?

Un chauffeur sur cinq était

précédemment sans activité professionnelle au moment de débiter l'activité de VTC et environ un tiers des chauffeurs possède un diplôme de niveau BAC tout au plus alors que ce n'est le cas que pour 18% de la population française. De même, le département de la Seine-Saint-Denis est le lieu de résidence le plus fréquent pour les chauffeurs en Ile-de-France. Et, ces opportunités ne sont pas seulement réservées à la capitale et aux grands centres urbains. Avec le développement d'Uber et l'ouverture de nos services dans une vingtaine de villes en France, c'est désormais un quart des chauffeurs qui réside en province.

L'entreprise doit-elle concentrer ses actions sur ses salariés en les formant mieux et en partageant les

**fruits de la croissance ?
C'est l'engagement des 34
grands groupes emmenés
par Emmanuel Faber, PDG
de Danone.**

Toute entreprise a naturellement intérêt à soigner ses partenaires et ses salariés, que ce soit par une politique salariale attractive et non discriminatoire, par des conditions de travail satisfaisantes et, de plus en plus aujourd'hui, par des offres de formation enrichissantes.

La formation tout au long de la vie est devenue la pierre angulaire de notre marché du travail. Le temps où l'on faisait toute sa carrière au sein d'une entreprise est largement révolu. C'est une chance : le travail devient pluriel, les parcours professionnels bien plus variés, l'organisation vie professionnelle / vie personnelle plus simple.

**La flexibilité bénéficie-t-elle
aux salariés ?**

La flexibilité implique de garantir à chaque individu la pos-

sibilité de se former en continu pour rester en phase avec les mutations de l'économie et rester attractif sur le marché de l'emploi. L'an dernier, dans le cadre de notre programme « Campus VTC », nous avons remis 10 bourses à hauteur de 10 000 euros pour accompagner les chauffeurs souhaitant suivre une formation dans le cadre d'un nouveau projet professionnel ou associatif.

*La flexibilité implique de
garantir à chaque individu la
possibilité de se former
en continu*

C'est une relation de coopération qui se développe entre l'entreprise et ses partenaires.

**Les entreprises doivent-elles s'engager vis-à-vis
de leurs fournisseurs ?
De leurs clients ?**

La société le demande. On le voit aujourd'hui, la demande en produits issus du commerce équitable ou de l'agriculture

biologique est en forte hausse. Nous-mêmes ne sommes pas exempts d'interrogations de la part de la société. Alors que nous avons révolutionné le secteur des transports en proposant une véritable alternative à la voiture individuelle, et avons permis à plus de 3 millions de personnes à travers le monde d'accéder à de nouvelles opportunités économiques, nous n'avons pas toujours su comprendre les attentes de nos partenaires, travailleurs indépendants.

L'arrivée des plateformes rend nécessaire d'adapter notre système de protection sociale

Nous les avons entendus et travaillons chaque jour à assurer la flexibilité et l'indépendance qu'ils apprécient tant, tout en leur offrant plus de transparence, de contrôle et de protection.

Je suis convaincu que les entreprises ont tout intérêt à faire évoluer leurs pratiques pour satisfaire cette demande et conserver leurs parts de marché dans un environnement de plus en plus compétitif.

Comment adapter le système de protection sociale ?

Chez Uber, nous sommes conscients que l'arrivée des plateformes a transformé le travail en profondeur et rend aujourd'hui nécessaire d'adapter notre système de protection sociale pour éviter un système à deux vitesses avec travailleurs salariés protégés d'un côté, et indépendants sans protection de l'autre.

Nous avons ainsi décidé d'investir significativement pour mettre en place gratuitement pour les chauffeurs et coursiers Uber et Uber Eats en Europe, une assurance de protection sociale qui couvre des événements survenant pendant une course effectuée via l'application mais également en-dehors. Nous continuons à dialoguer avec les chauffeurs pour développer les protections adaptées à l'exercice de leur activité.

Les entreprises peuvent-elles soutenir des programmes qui ne sont pas directement liés à leur métier ?

Oui, si ces actions sont concrètes, qu'elles peuvent être évaluées, mesurées et qu'elles ont un impact.



Thibaud Simphal.

Quelles actions menez-vous ?

En tant qu'application souvent choisie par les femmes en Ile-de-France, notamment pour rentrer sans prendre de risque la nuit, nous sommes particulièrement attentifs à la sécurité des femmes. Nous avons noué un partenariat avec les associations HandsAway et Stop Harcèlement de Rue pour agir concrètement contre les agressions à caractère sexiste ou sexuel et pour sensibiliser nos passagers et partenaires au sujet. Nous proposons ainsi aux femmes victimes d'agres-

sion une course gratuite pour se rendre dans leur lieu de destination ou pour se rendre à l'hôpital ou au commissariat si elles souhaitent porter plainte.

Quel peut être le rôle d'un dirigeant dans la lutte contre les inégalités ?

Un dirigeant d'entreprise a une double casquette. A titre personnel, il peut avoir un impact dans la lutte contre les inégalités. C'est le cas de Bill Gates dont les activités philanthropiques sont connues. Dans la sphère publique, il peut mettre

son image au service d'une cause. Et, dans son rôle de chef d'entreprise, il peut entraîner ses équipes en fixant des priorités, comme c'est le cas chez Uber.

Avez-vous des engagements personnels ?

Je suis personnellement impliqué depuis des années au sein de l'association Les Amis d'Arthur qui a pour but d'aider les personnes autistes en améliorant leurs conditions de vie et en favorisant leur intégration

Les mutations de la société provoqueront à nouveau des réactions sous des formes difficiles à prévoir

dans notre société. Cet engagement s'est tout naturellement poursuivi au sein d'Uber où je suis le sponsor du groupe interne dédié à la lutte contre les inégalités liées au handicap.

Un dirigeant doit-il avoir un engagement public ?

Tous les engagements sont légitimes, du moment qu'ils sont sincères et qu'ils aboutissent à un progrès pour la société en général et en particulier pour les plus vulnérables.

Le mouvement des Gilets Jaunes qui a épargné les entreprises, est-il le précurseur de nouveaux mouvements sociaux ?

Par définition, ce genre de mouvement est imprévisible et son évolution aussi. Malgré la publication de plusieurs études, on peine encore à déterminer quels ont été les vrais moteurs de leur action. En revanche, il est probable que les mutations de la société provoqueront à nouveau des réactions sous des formes difficiles à prévoir. Il est également intéressant de voir le rôle que les réseaux sociaux ont joué dans la construction des groupes et des communautés.

Quelles sont les initiatives essentielles à prendre pour réduire les inégalités et renouer la confiance ?

L'écoute et le débat. Cela prend du temps mais c'est essentiel. De mars à mai cette année, nous avons mené une vaste consultation auprès de tous les chauffeurs et coursiers utilisant notre application. Nous y avons abordé tous les sujets liés aux conditions d'exercice de leur activité, y compris les plus délicats au sujet de leur revenus. Mais écouter n'est pas suffisant. Il faut agir. C'est pour cela que nous avons pris des engagements clairs et mettons en place des actions directement liées aux besoins et attentes dont ils nous ont fait part.

Coopérez-vous avec les villes et les pouvoirs publics ?

Les services que nous développons peuvent également contribuer à répondre aux problématiques des pouvoirs publics. À Nice, par exemple, nous avons mené une expérimentation visant à améliorer la

continuité du service public la nuit : lorsque les lignes de bus arrêtent leur service à 20h, Uber prend le relais en proposant des trajets au prix fixe de 6 euros, subventionnés par l'entreprise et la métropole, entre 20h et 2h du matin.

Quelles initiatives ou personnalités vous inspirent ?

Il y a une entreprise qui est pour moi un modèle et elle est bien française. Michelin. C'est une entreprise qui fête ses 130 ans cette année, et qui a su s'inscrire dans le temps tout en innovant sans cesse. Sa gouvernance et son modèle de dialogue social sont très inspirants. C'est un management pour le long terme.



Notes de lecture

P.80

Angus Deaton, prix Nobel d'économie en 2015,
*La grande évasion - santé, richesse et origine
des inégalités.*

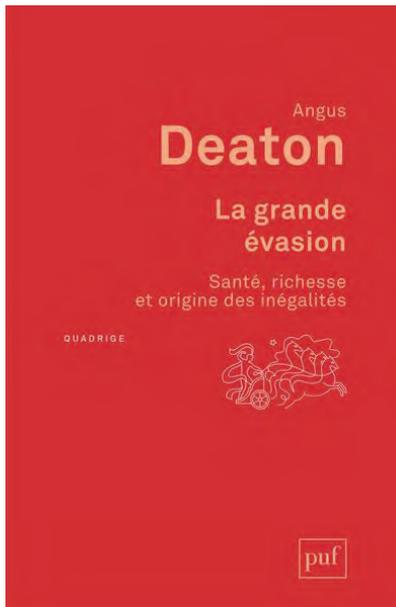
P.90

Erkki Maillard et Salomé Berlioux,
*Les invisibles de la République. Comment on
sacrifie la jeunesse de la France périphérique.*

La grande évasion - santé, richesse et origine des inégalités.

Angus Deaton,
prix Nobel d'économie en 2015





Né en Écosse, enseignant à Princeton, Angus Deaton s'est vu décerner le Prix Nobel 2015 pour ses travaux basés sur la mesure **économétrique fine des comportements individuels** dans le domaine de la consommation et de la pauvreté en relation avec le bien-être. Dans son ouvrage *La grande évasion*, Angus Deaton nous rappelle à quel point le monde s'est fortement enrichi et a vu la pauvreté diminuer grâce aux progrès de la santé et de la science. Mais cette rupture historique ne doit pas masquer les grandes inégalités d'accès au développement entre les pays. La volonté politique est primordiale pour avoir raison des inégalités de santé dans le monde et il n'y a pas de relation causale entre la croissance du revenu et l'amélioration de la santé. À l'origine de la notion de « seuil de pauvreté », le lauréat en 1978 de la Firsch Medal et Prix Nobel 2015, Angus Deaton se distingue par son optimisme tempéré.

Dans cet ouvrage, le prix Nobel d'économie, Angus Deaton, étudie les relations complexes entre le progrès économique, le bien-être, et les inégalités (« *je raconte l'histoire du progrès matériel, une histoire de croissance et d'inégalités* »). Il y défend l'idée cruciale que « *la vie est aujourd'hui meilleure qu'à aucune autre époque de l'histoire. Il y a plus de gens plus riches, et moins de gens vivant dans une pauvreté atroce. Nous vivons plus longtemps, et les parents n'ont plus l'habitude de voir mourir un sur quatre de leurs enfants* » . Mais il rappelle aussi que les inégalités sont dès lors souvent la conséquence du progrès : « *pourtant, des millions de personnes connaissent encore les horreurs de la misère et de la mort prématurée, et les inégalités sont énormes* ».

Le titre du livre d'Angus Deaton est inspiré du célèbre film où des prisonniers américains

dans un camp allemand durant la Seconde Guerre mondiale, épris de liberté, déploient des trésors d'ingéniosité avec de faibles moyens pour dépasser tous les obstacles, et creusent un tunnel pour s'évader. La quête du progrès matériel et psychologique rappelle cette « grande évasion » pour l'auteur, puisqu'à long terme, les hommes cherchent toujours à trouver, dans un contexte aussi difficile soit-il, des moyens d'améliorer leur situation matérielle et psychologique et de s'extirper de la « prison » de la pauvreté, du dénuement et de la mauvaise santé.

La Révolution industrielle, à partir du XVIII^{ème} siècle, a permis à l'Occident de dépasser les autres régions du monde, et fait partie de ces évasions historiques au cours desquelles la croissance économique moderne a permis à un très grand nombre d'individus d'échapper au destin tragique de la

pauvreté et de la mort prématurée, malgré un creusement des inégalités de revenu.

Pour Angus Deaton, le bien-être peut se définir comme toutes les choses bonnes pour un individu, tout ce qui rend la vie meilleure. Pour lui, cela inclut le bien-être matériel, comme le revenu et la richesse, mais aussi le bien-être physique et psychologique, avec le niveau de santé et le bonheur ; et il faut inclure également l'éducation et la capacité à participer à la vie de la société civile par le biais de la démocratie et de l'Etat de droit.

La santé est en effet le point de départ incontournable pour analyser le bien-être : la santé inclut naturellement le fait d'être en vie et de vivre longtemps, mais aussi le fait d'être en bonne santé. On observe certes un lien positif entre espérance de vie et revenu : santé et richesse vont généralement de pair, mais cela n'est pas inévitable. Angus Deaton rappelle que parmi les pays riches, un revenu plus élevé se traduit par davantage d'années à vivre, même si le classement des pays en fonction de l'es-

pérance de vie est loin d'être identique au classement selon le revenu. Et il cite notamment le cas des Etats-Unis qui consacrent aux soins de santé une part plus importante de leur revenu national que n'importe quel autre pays, alors que le Chili et le Costa Rica ont une espérance de vie comparable à celle des Etats-Unis alors que leur revenu ne représente qu'un quart de celui des Américains, et que leurs dépenses de santé en constituent à peine 12%. Preuve alors pour Angus Deaton « qu'il n'existe pas de lien direct entre revenu et santé, et encore moins entre santé et dépenses pour les soins de santé ».

Depuis les années 1960, presque tous les pays sont devenus plus riches et leurs habitants vivent plus longtemps, et la courbe associant espérance de vie et revenu s'élève aussi au fil des années. Fait remarquable : il n'y a pas un seul pays au monde où mortalité infantile ou juvénile ne soit à présent inférieure à ce qu'elle était en 1950. Mais si à très long terme le niveau de vie s'améliore dans

la plupart des pays du monde, rien ne garantit qu'il y ait un lien automatique entre la croissance et la baisse de la pauvreté mondiale : il se peut que certaines personnes pauvres ne bénéficient d'aucune croissance, tandis que là où il y a croissance, celle-ci ne bénéficie qu'aux riches de chaque pays. Angus Deaton insiste aussi sur le caractère non linéaire de ce progrès : il évoque la famine chinoise à l'époque de Mao, la pandémie du Sida, l'effondrement de l'espérance de vie en Union soviétique, tandis qu'il rappelle que les fléaux que sont la maladie, la famine, la guerre et la mauvaise gouvernance politique n'échappent pas à une époque révolue.

Si la croissance rapide de la Chine et de l'Inde a permis à des centaines de millions d'êtres humains de procéder à leur « Grande évasion », elle a rendu le monde plus égalitaire, même « s'il existe entre les pays des différences presque inimaginables dans le niveau de vie matériel moyen, et (si) les écarts entre les riches et les pauvres à l'intérieur de chaque pays sont à peine moins larges ».

Angus Deaton met en avant le rôle décisif de la recherche scientifique et de la diffusion des idées dans l'amélioration du bien-être. Et il cite en exemple la découverte, la diffusion et l'adoption de la théorie microbienne au XIX^{ème} siècle qui a permis la chute de la mortalité juvénile en Grande-Bretagne et à travers le monde, dans un contexte où la révolution industrielle transformait les conditions de vie de millions d'êtres humains. La diffusion de ce

Rien ne garantit qu'il y ait un lien automatique entre la croissance et la baisse de la pauvreté mondiale

type de savoir précieux pour les sociétés met certes du temps à changer les modes de vie, mais, désormais, « dans le monde riche, aujourd'hui, presque tout le monde apprend à l'école qu'il faut éviter les microbes en se lavant les mains, en se désinfectant et en manipulant correctement la nourriture et les détritiques ». Dès lors, « le progrès scientifique est l'une des

principales forces menant à des améliorations dans le bien-être humain ».

Si l'espérance de vie continue à augmenter grâce aux avancées de la médecine et à l'évolution du comportement, la réduction des inégalités planétaires en termes d'espérance de vie ne signifie pas automatiquement que le monde soit devenu meilleur, parce que l'espérance de vie ne reflète pas tous les aspects précieux de la santé, ou même de la mortalité.

La mondialisation a produit des bienfaits indéniables

Certes, rappelle Angus Deaton, nous vivons dans un monde où la mortalité juvénile chute dans les pays pauvres, et où la mortalité des personnes âgées chute dans les pays riches, mais ces tendances ne font pas forcément du monde un endroit plus égalitaire. Et il précise que les inégalités restent énormes entre les régions du monde et s'inscrivent jusque dans les corps des êtres humains (à travers la taille des hommes

et des femmes dans les divers pays du monde) : certes, en moyenne, les habitants de la planète ont un corps qui devient plus grand et plus fort, avec de meilleures capacités cognitives, mais comme pour la mortalité et l'argent, la répartition de ces bienfaits est très inégale (« au rythme actuel, il faudra des siècles pour que les Boliviens, les Guatémaltèques, les Péruviens ou les Asiatiques deviennent aussi grands que les Européens d'aujourd'hui »).

La mondialisation a produit des bienfaits indéniables pour Angus Deaton : elle a réduit le coût du transport des biens et des informations d'un lieu à l'autre, et elle permet de fabriquer des produits et, de plus en plus, de proposer des services là où il est le plus efficace et le moins cher de le faire. Les connaissances et traitements nouveaux en matière de santé, les découvertes qui ont amélioré le niveau de vie matérielle ont rapidement été internationalisées, favorisant une uniformisation de la santé et des revenus dans les pays riches. Mais il précise aussi que



Angus Deaton étudie les relations complexes entre le progrès économique, le bien-être, et les inégalités.

la convergence des revenus moyens dans tous ces pays ne nous donne guère d'éléments sur ce qui se passait à l'intérieur de ces pays : « le fait que les pays se rapprochent ne signifie pas que tous les habitants du monde riche se rapprochent ». Mais l'observation empirique montre que les écarts de taux de croissance et de niveaux de vie restent considérables entre les pays riches et les pays pauvres, et entre les pays pauvres et les pays émergents : le « miracle » de la croissance

moderne n'a pas encore universellement porté tous ses fruits. De nombreuses régions n'ont pas connu cette « évasion » par rapport à la pauvreté et à la mort prématurée : « ceux d'entre nous qui ont la chance de vivre en Europe ou en Amérique du Nord jouissent de tous les avantages du nouveau monde interconnecté. En même temps, il est difficile de voir quels bienfaits la mondialisation apporte aux citoyens d'un pays pauvre et isolé, dont la population est en mauvaise

santé et ne reçoit qu'une instruction médiocre ».

Par ailleurs, beaucoup de pays riches, confrontés aux changements technologiques, à la concurrence des pays à bas salaires, ont aussi vu augmenter l'inégalité des revenus ces dernières années. Mais alors que les Etats-Nations en tant que communautés politiques peuvent décider du niveau tolérable des inégalités et de redistribution des richesses en leur sein, Angus Deaton montre que la situation internationale, dans une économie globalisée, est différente, car il n'y a pas de gouvernement mondial à même de résorber les inégalités internationales, et il n'existe d'ailleurs même pas de statistiques officielles sur l'inégalité planétaire entre les individus, qui pourraient ensuite légitimer une action de redistribution via une fiscalité progressive élaborée à l'échelle de la planète.

Dans la fin de son ouvrage, Angus Deaton s'attaque à la question de l'aide au développement. Selon lui, le sous-développement est avant tout dû à la corruption et à ses effets dévastateurs sur la gou-

vernance politique et la situation matérielle des populations. Lorsqu'un gouvernement accapare les richesses pour son clan, il ne contribue guère à la croissance, et si le gouvernement n'investit pas dans l'éducation et la santé, indispensables au développement économique, la population n'a guère de chance de bénéficier des progrès matériels et humains de la croissance. Or l'aide au développement est traditionnellement attribuée aux Etats, et elle a de fortes chances d'être canalisée par des gouvernements corrompus selon l'auteur, et la plupart des études aboutissent d'ailleurs à la conclusion que l'aide au développement n'aide pas au développement. Angus Deaton évoque alors l'idée de court-circuiter les gouvernements et de fournir l'aide directement aux populations, puisque l'on sait que des sommes très modestes peuvent avoir des effets spectaculaires en matière de santé ou d'agriculture lorsqu'elles sont ciblées directement sur ceux qui en ont besoin et qui savent comment amorcer une activité produc-

tive. Par exemple, il observe qu'un système de santé ne peut pas être géré de manière permanente depuis l'étranger. La conclusion d'Angus Deaton est même que l'aide au développement a plutôt des effets négatifs à long terme. Au final il en arrive à une conclusion pessimiste quant à l'aide au développement : « je pense que nous - ceux d'entre nous qui ont la chance d'être nés dans les bons pays - avons l'obligation morale d'aider à la réduction de la pauvreté et la mauvaise santé dans le monde. Ceux qui se sont évadés, ou qui ont du moins bénéficié du combat mené par leurs prédécesseurs, doivent aider ceux qui sont encore prisonniers (...)

Une partie de cette aide a clairement eu des effets bénéfiques - on ne peut contester l'efficacité de la lutte contre des maladies comme le sida ou la variole - mais j'en suis venu à croire que, de manière générale, l'aide extérieure fait plus de mal que de bien ». Angus Deaton conseille alors aux gouvernements des pays avancés et aux organisations internationales de cesser leurs aides

traditionnelles au nom de ce qu'il désigne comme la bonne conscience qui y est associée.

Nous avons l'obligation morale d'aider à la réduction de la pauvreté et la mauvaise santé dans le monde

Il suggère plutôt des pistes politiquement délicates à mettre en œuvre sur le plan économique et géopolitique, mais indispensables selon lui : fin des ventes d'armes, ouverture au commerce dans des domaines très sensibles comme l'agriculture, développement de médicaments pour traiter les maladies des pauvres et, plus généralement, arrêt des relations avec les régimes corrompus.

Laurent Braquet

Note de lecture à retrouver également sur le site Melchior.

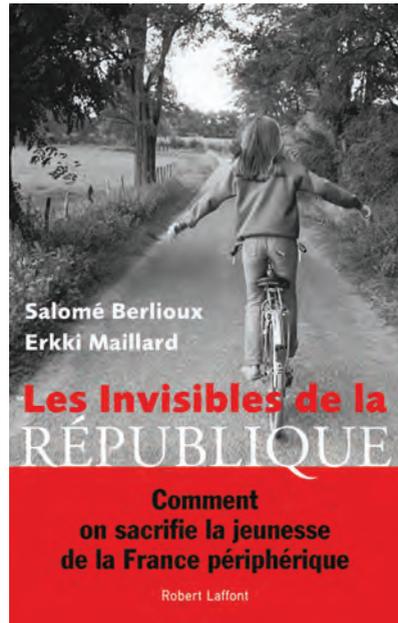


**Les
invisibles
de la
République.**

**Comment on
sacrifie la jeunesse
de la France
périphérique.**



Erkki Maillard
et Salomé Berlioux



La France ignore les jeunes des villes moyennes

Les jeunes ne se réduisent pas à quelques concepts marketing simplificateurs. Salomé Berlioux et Erkki Maillard qui publient « *Les Invisibles de la République. Comment on sacrifie les jeunes de la France périphérique* » chez Robert Laffont, brisent les idées toutes faites en montrant combien la jeunesse française est diverse.

Alors que la France s'interroge sur son avenir, leur livre a l'immense mérite de raconter de manière très concrète la vie des millions de jeunes qui vivent dans les villes petites et moyennes, les zones pavillonnaires, les villages et à la campagne.

Près de 60% des jeunes Français ne vivent pas dans une grande ville ou dans des banlieues. Ils ne surfent pas chaque jour sur internet. Ils choisissent rarement leur formation ou leur métier.

Elevée dans un hameau de 182 habitants dans l'Allier, Salomé Berlioux connaît leurs difficultés. Elle raconte ses rêves et ses découvertes quand elle est entrée au lycée à Nevers, une ville de 34 500 habitants puis a posé sa candidature pour être admise dans une classe préparatoire à Paris. Une démarche engagée malgré les « conseils » de son professeur de philosophie de terminale : « *Salomé, demandez Dijon ou Clermont-Ferrand mais ne demandez pas Paris, vous ne l'aurez pas* ».

Car les jeunes des petites villes et villages ne bénéficient pas « *des mêmes accès aux études, à la culture, aux loisirs ou à l'emploi* » que ceux qui vivent dans les métropoles.

Ils vivent dans des territoires mal desservis par les transports et oubliés de la mondialisation qui ont du mal à conserver leurs emplois. Ils sont mal informés sur les formations.

Leurs parents qui sont souvent ouvriers, employés, petits indépendants, paysans ou chômeurs n'ont pas les moyens de financer des études supérieures longues.

Réalistes, les enfants limitent leurs ambitions et censurent leur talent. Ils quittent rarement leur ville pour des raisons financières et culturelles. Ils choisissent des formations courtes qui débouchent rapidement sur un emploi dans leur région. Charlotte est ainsi devenue infirmière alors qu'elle possédait les atouts pour préparer le concours de médecine. « *Assignés à résidence* », ces jeunes femmes et jeunes hommes sont éga-

lement victimes de la fracture numérique.

Dénonçant une indifférence des pouvoirs publics dangereuse pour « la dynamique économique et l'équilibre social » du pays, Salomé Berlioux et Erkki Maillard proposent des solutions pour que « *les Invisibles de la République* » bénéficient des mêmes chances que les autres jeunes Français.

Ils ont ouvert des pistes en créant l'association Chemins d'avenirs qui accompagne des lycéens et étudiants vivant dans les petites villes et les campagnes.

Ils plaident pour la mise en place d'un « *écosystème de la réussite* » s'appuyant sur les entreprises, l'éducation nationale, les organisations professionnelles et les associations qui travailleront en coopération avec une Agence pour la jeunesse de la France périphérique. Certaines de leurs propositions comme le mentorat

ou le tutorat ont déjà prouvé leur efficacité dans d'autres domaines. Leur livre a le mérite de montrer qu'il est possible de proposer un nouvel avenir à près de deux jeunes Français sur trois en leur permettant simplement de réaliser leur potentiel.

Les Invisibles de la République. Comment on sacrifie les jeunes de la France périphérique.

Salomé Berlioux et Erkki Maillard. Robert Laffont.





29, rue de Lisbonne
75008 Paris
Tél. : + 33 (0)1 53 23 05 40

www.societal.fr



ISBN : 979-10-236-1413-8



10€